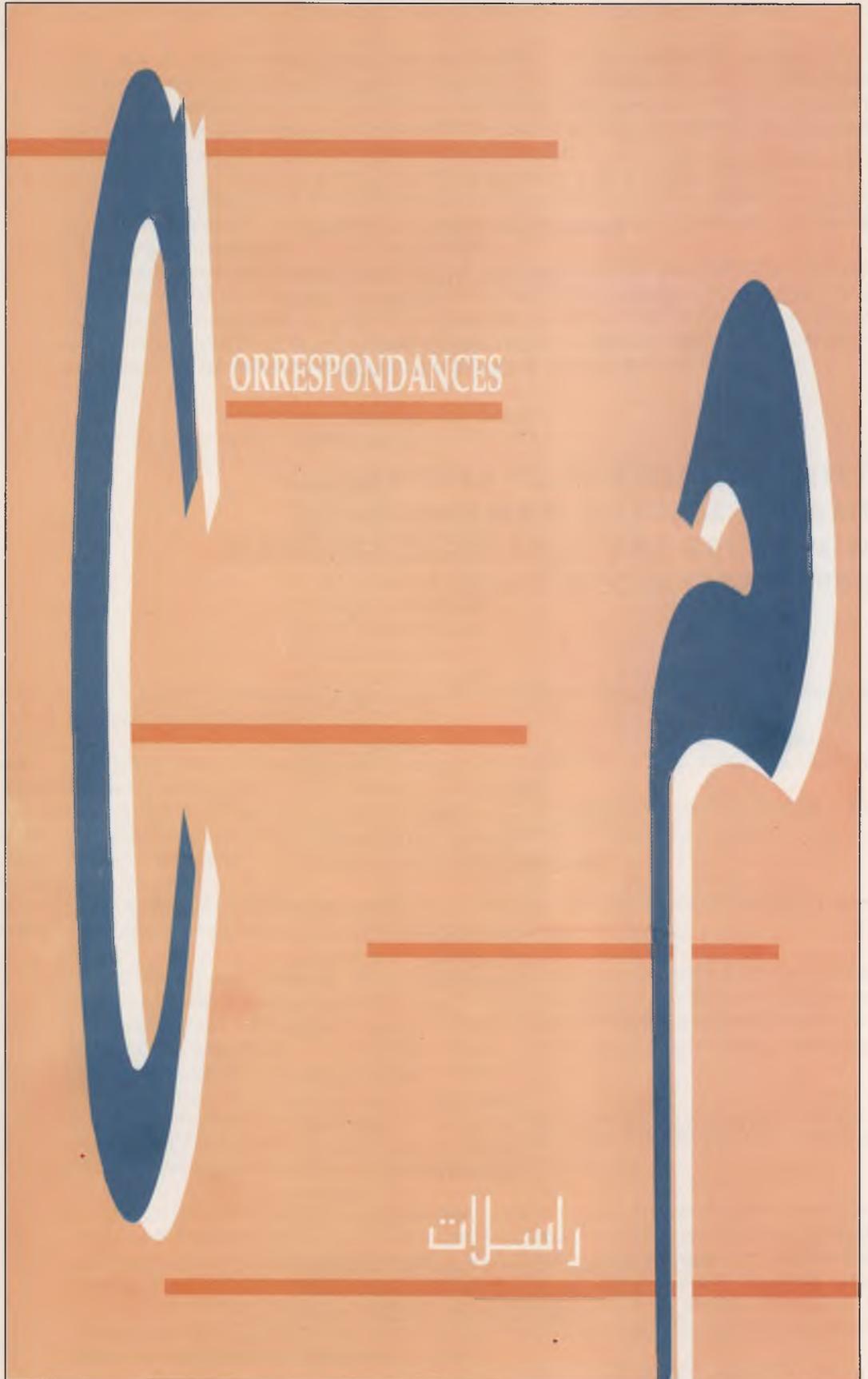


# CORRESPONDANCES



---

C O R R E S P O N D A N C E S

Bulletin d'information scientifique

Directeur de la publication  
Michel CAMAU

Rédacteur en chef  
Robert SANTO-MARTINO

Secrétaire de rédaction  
Nicolas PUIG

Rédaction  
Jean-Pierre CASSARINO  
Mohamed ELLOUMI  
Olivier FENEYROL  
Alain JAUVION  
Mohamed KERROU  
Mostafa KHAROUFI  
Susan OSSMAN  
Anne-Marie PLANEL  
François SIINO

Mise en page  
Besma OURAIED

*Correspondances* est publié par  
l'Institut de Recherche  
sur le Maghreb Contemporain

IRMC TUNIS  
20, rue Mohamed Ali Tahar  
Mutuelleville - 1002 TUNIS  
Téléphone : (1) 79 67 22  
Fax : (1) 79 73 76  
Télex : 18080

IRMC RABAT  
Ambassade de France  
Service Culturel, Scientifique et de Coopération  
1, rue d'Annaba - RABAT  
Téléphone : (7) 76 96 40  
(7) 76 96 41  
Fax : (7) 76 14 75

Cette publication ne peut être vendue  
Abonnement gratuit sur demande  
2500 ex. Imprimeries Réunies

*Ouverte par une réflexion critique et raisonnée d'une publication récente, la rubrique POSITIONS DE RECHERCHE s'attache par projet à faire alterner synthèses et analyses sur les objets, les terrains de la recherche ou une question donnée.*

*Elle oeuvre, dans cette perspective d'expression et d'actualisation des savoirs au Maghreb, sur le Maghreb, à porter attention aux réorientations d'une thématique, aux caractéristiques d'une production scientifique, que celle-ci renvoie à la fédération d'un ensemble de questionnements ou comme il est davantage plus fréquent à une trajectoire et à des interrogations individuelles.*

*Ici, Brahim SALHI expose le cheminement d'un processus de recherche, de la phase de reconnaissance d'un champ de savoirs constitués jusqu'à celle du renouvellement des connaissances et des hypothèses.*

*Face à l'accumulation des travaux passés, en l'occurrence ceux de l'historiographie coloniale et de l'historiographie algérienne des ordres confrériques, et sur un terrain concret d'investigation, la grande Kabylie, ce qui est donné à lire, c'est la double relation du chercheur à une tradition savante et à une configuration actuelle, la succession et l'activité de mise en concordance des positions qu'elle génère.*

## **CONFRERIES RELIGIEUSES, SAINTETE ET RELIGION EN GRANDE KABYLIE. ELEMENTS DE BILAN D'UNE RECHERCHE SUR UN SIECLE (1850-1950)**

*Brahim SALHI est chargé de cours à l'université de Tizi Ouzou, responsable du département de langue et culture Amazigh. Ses travaux concernent principalement le système confrérique, la construction de lignages religieux et le rapport à la scriptualité, sur le terrain kabyle.*

Il s'agit de tenter de faire le point sur une recherche qui, commencée en 1975, se prolonge aujourd'hui encore.

Une première étape s'est conclue par la production d'une thèse de troisième cycle (1) portant sur la *Rahmaniya* (1850-1950).

Une seconde étape (à partir de 1980) sur une problématique voisine mais sur un terrain plus précis, la grande Kabylie ou la Kabylie du Djurdjura, a pour préoccupation essentielle la nature du rapport Société-Religion.

Si nous devons absolument restituer la posture du chercheur par rapport à son objet, nous résumerions cela de la façon suivante :

Tout d'abord, une période dite "réactive" où tout le problème était de montrer que la perception de la confrérie par l'historiographie coloniale et l'historiographie algérienne était réductrice, non sans remarquer que l'image que la confrérie donne d'elle-même ne correspond pas davantage à la confrérie telle que les pratiques vivantes peuvent la laisser entrevoir.

Ensuite, une période où nous avons éprouvé la nécessité de rompre avec la démarche "réactive" et de poser le problème du renouvellement de l'outillage et de l'approche du religieux dans la société algérienne.

En effet, il ne suffit plus de répondre aux questions : *qu'est-ce qu'une confrérie et comment fonctionne-t-elle ?* Mais il faut également expliquer comment et pourquoi elle est un vecteur fondamental de l'intégration de groupes culturellement diversifiés au schéma de pensée islamique. Pour le cas kabyle, il apparaît clairement que la divulgation, à grande échelle et avec une réelle efficacité, du schéma et des significations coraniques est le fait de l'agent confrérique à compétence mystique et d'expression orale.

**La confrérie entre le refus  
de voir et la culture  
de l'oubli.**

En 1919, l'article d'Augustin BERQUE (2) marque une rupture avec la perception de la confrérie qui a prévalu depuis P.E. DE NEVEU (1846) (3) et C.BROSSELARD (1859) (4) et qui influence encore les travaux de L.RINN (1884) (5), de O.DEPONT et X.COPPOLANI (1897) (6) bien que ces derniers nuancent quelque peu les contours de la confrérie.

Partant de données éparses et routinières, fournies par les rapports des Bureaux arabes et les Cercles militaires et d'un dénombrement approximatif effectué en 1851, P.E. DE NEVEU et C.BROSSELARD composent le modèle de la confrérie à partir des idées d'ordre religieux et de secte secrète. Ils se trouvent confortés en cela par l'accès à des écrits fondateurs de la *Rahmaniya* (C.BROSSELARD) (7) d'une part, et par deux faits de résistance militaire, d'autre part, qui révèlent effectivement les capacités martiales et politiques des confréries *Qadriya* (la résistance organisée de l'Émir Abd El-Kader) et *Rahmaniya* (la résistance de la Kabylie en 1856-1857). Se suffisant de ces éléments, parce que par ailleurs coupés de tout relais sérieux en milieu algérien, ces auteurs dressent le profil de la confrérie : vocation politico-militaire, secret, solidarité transtribale voire transnationale, hiérarchisation, discipline, sectarisme, exercice d'un contrôle total sur les populations. Il s'agit selon les termes utilisés dans cette littérature d'une véritable EGLISE. En fait cette vision est très fortement influencée par ce qu'Yvonne TURIN (8) appelle le "souvenir de jeunesse" qu'ont pu représenter les luttes pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans l'esprit de ces premiers "historiens" des confréries.

L.RINN, O.DEPONT et X.COPPOLANI, tout en nuancant cette perception et la mise en évidence de la segmentation des confréries, restent attachés au schéma d'une structure fortement hiérarchisée, solidaire, à grande capacité militaro-politique, à densité doctrinale avérée et démontrant une continuité entre ordres *soufiques* orientaux et confréries locales.

En fait, l'ensemble de cette production inscrite dans le champ intellectuel de la colonisation était tout entier tendu vers la nécessité d'établir que les confréries sont plus un instrument politique qu'un vecteur de socialisation religieuse. De toute évidence, et cela ne peut étonner, il y a refus de voir le religieux. C'est dans le premier quart de ce siècle, avec Augustin BERQUE, que l'on commence à reconsidérer ces "confréries sectes".

L'historiographie algérienne a emprunté à la perception des auteurs cités les traits organiques de la confrérie. Elle inscrit la confrérie dans les mouvements de résistance paysanne (ceux de 1864, 1871...) mais elle postule la faillite du cadre et sa quasi-disparition dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Assumant l'approche et la philosophie islahistes, elle dépouille la confrérie de toute densité doctrinale et en fait le dépositaire de "l'obscurantisme" c'est-à-dire de quelque chose d'informe et de syncrétique.

Le mot confrérie ou *tariqa* disparaît quand bien même on évoque les grandes insurrections du 19<sup>ème</sup> siècle (insurrection d'El Mokranl, de Bou Amama, des Ouled Sidi Cheikh...).

C'est à la fois la culture de l'oubli et du refus de voir. Les repères de l'approche historique et ceux du discours universitaire sont puisés dans le discours et l'approche de l'islahisme qui, après une concurrence violente (après 1920-1950) avec l'agent religieux traditionnel, a imposé son statut de seul agent légitime en investissant (après 1962) les instances officielles du culte, disons autrement, en devenant une bureaucratie religieuse.

Cet oubli cultivé renvoie dans le champ religieux à une position dominée de la confrérie. Le discours religieux et l'agent religieux légitime (officiel) sont dans le système politique nouveau étroitement subordonnés au discours politique néo-nationaliste de nature "englobante". Le champ de la production scientifique en Algérie a subi cet effet d'enveloppement. D'où le choix de ses objets : la confrérie est un non-objet d'étude ou tout au moins un objet hérétique.

L'émergence du fondamentalisme notamment depuis 1989 introduit un nouvel enjeu. En entrant en concurrence violente avec la bureaucratie religieuse qu'il disqualifie comme détentrice du monopole sur le religieux, le fondamentalisme suscite un rapprochement de cette bureaucratie religieuse et de l'agent confrérique. Sur le plan politique, il y avait grand intérêt à cette proximité qui s'exprime par un imposant séminaire des chefs de *zawiyas* et confréries sous l'autorité du chef du gouvernement (1991).

La presse fait des découvertes : *Rahmaniya, Mousseem* dans le sud algérien... L'effet déracinant du fondamentalisme, sa nature menaçante et radicale font que la mémoire devient moins oublieuse dans la quête de repères religieux de résistance. Les arguments normatifs en usage dans le discours anti-confrérique se font moins incisifs.

Ce bref bilan témoigne de deux grandes difficultés pour le chercheur.

Celle de la validation de son objet d'étude dans un champ scientifique largement influencé par des schémas normatifs où l'objet confrérique reste durablement suspect.

Celle d'une construction d'une problématique du religieux qui échappe aux tentations "réactives". La démonstration du contraire et la dénonciation du pouvoir dans ces savoirs paraissent autant naïve qu'improductive. C'est pour ces raisons qu'il nous a paru utile, non plus d'interroger l'écrit peu disant et rare, mais de s'intéresser à la religion telle que le groupe la dit et la vit et en recourant au registre conceptuel des sciences sociales modernes.

**Pour une approche  
renouvelée du rapport  
société-religion (à partir  
de l'exemple kabyle)**

Comment l'islam s'est-il enraciné en grande Kabylie, zone berbère fortement préservée jusqu'à la pénétration française (1857) ?

Les modalités de pénétrations violentes, militaires, ne sont pas en regard des sources historiques dont nous disposons, celles qui ont prévalu dans cette zone. L'islam semble s'être inséré dans la société kabyle sans heurt et sans bouleversement majeur des contours généraux de l'organisation sociale.

Il s'agit pour nous de comprendre comment le schéma structurant de la pensée islamique (d'après la définition qu'en donne M. ARKOUN) (9) a pu être divulgué à grande échelle et comment il s'enracine durablement.

En analysant la situation telle qu'elle se présente au 19ème siècle et au début du 20ème siècle (avec l'accès à des sources écrites, en interrogeant les pratiques vivantes actuelles et la production symbolique...) deux vecteurs paraissent être essentiels et ont fortement contribué à la divulgation massive et à l'enracinement du schéma islamique. D'une part, les lignages religieux ou *M'rabtîn* au 15-16ème siècles et, d'autre part, une confrérie religieuse (la *Rahmaniya*) à la fin du 18ème siècle.

La pauvreté des données pour la période antérieure au 15ème siècle (ainsi les quelques pages consacrées par IBN KHALDOUN aux *Zwawas*) (10) renseigne peu et mal sur d'éventuels contacts qu'aurait pu avoir la grande Kabylie avec les tribus voisines (à l'Est ou à l'Ouest) et donc sur d'éventuels supports de diffusion de l'islam.

Globalement, nous avons en fonction dans la société kabyle (18-19ème siècles) deux séries d'éléments.

Tout d'abord, un type d'institution religieuse : la *Zawiya* ; les réseaux de *zawiyas* relativement denses datent du 15-16ème siècles avec l'émergence des lignages religieux. Ce sont ces mêmes réseaux qu'emprunte la *Rahmaniya* dans son expansion à la fin du 18ème siècle. En outre, ce sont les lignages religieux qui servent de relais concrets à la pénétration confrérique.

Ensuite, deux savoirs en circulation dans cette institution ; un savoir coranique, scripturaire transmis sur le mode récitatif, et un savoir mystique qui est une lecture particulière du corpus coranique, diffusé sur le mode initiatique et supposant, en principe, le recours à l'écriture, mais, dans les faits, seuls les agents confrériques au sommet de la hiérarchie, *chioukh* et *moqqadem*, ont accès à l'écriture et au savoir mystique véhiculé par écrit.

Ces deux savoirs sont portés par deux profils d'agents religieux : le *taleb* à compétence coranique et scripturaire et appartenant en général à un lignage saint ; le *khawni* agent apparu avec la confrérie, à compétence mystique et essentiellement orale, d'origine laïque en général.

L'univers religieux de ces deux agents et leurs savoirs participent d'un même schéma de pensée islamique structurant durablement les visions du monde et reformulant les significations véhiculées par le vieux fonds berbère.

A partir de l'observation des itinéraires des agents religieux, notamment leur mode d'insertion dans la société *kabyle*, leur fonctionnement effectif et pratique, nous concluons que l'agent confrérique a été socialement plus efficace dans l'enracinement du schéma de pensée islamique.

En effet, le *taleb* apparaît, dans la société kabyle, comme un agent privilégié de la gestion d'une "scripturalité restreinte" (11). Cette dernière, usant du statut ontologique de la langue de la Révélation, fonctionne sur le mode de l'imposition. Un nouveau rapport à l'écriture émerge. La graphie en ce qu'elle est sacrée introduit un rapport fétichisé. Le *taleb* fonde ainsi son statut non seulement sur la transmission d'un savoir rudimentaire mais aussi sur un glissement vers la sphère du magique dans laquelle il associe à l'écriture sacrée des vertus prophylactiques (12). Toutefois, le savoir scripturaire dont il détient le monopole reste circonscrit dans un monde clos. Cet agent religieux a surtout contribué à coraniser la société kabyle (13). Cela signifie que la lettre coranique et la graphie qui en est le support existent dans cette société avec comme vocation principale l'enracinement d'un habitus (14), d'un réflexe social qui les consacre sans que l'on puisse parler d'une maîtrise ouvrant sur une "ruminant intellectuelle" et donc d'une explicitation efficace de l'univers religieux contenu dans le Livre. Ce travail sera dévolu à l'agent confrérique.

Le *khawni* n'a pas de compétence scripturaire contrairement au *taleb*, mais il agit dans la société kabyle comme agent privilégié de la transmission et de la reproduction d'une culture religieuse, s'inspirant à la fois de la "scripturalité restreinte" des *tolbas* à laquelle sont empruntés les schémas islamiques centraux et de la culture locale. Le support de cette culture religieuse élargie est le *dhikr*.

Le *dhikr* tel qu'il est pratiqué par les *khawns* kabyles est l'élément fondamental de la diffusion dans la société de l'univers des significations islamiques, pour plusieurs raisons.

Sa thématique révèle un savoir islamique intégré. En effet, elle fait appel à des éléments locaux (hagiographie locale) et à des éléments centraux ou universels (coraniques). A ce sujet, l'analyse de chants religieux, par Y.NACIB, est édifiante (15). On y relève, par exemple que "le nom du prophète est évoqué dans tous les chants religieux kabyles, celui des saints locaux connus pour leur ascétisme aussi". Il est vrai cependant que les références aux éléments coraniques prédominent, ce qui indique une restructuration de l'imaginaire régional autour du schéma ou du pôle central coranique. Mais ce dernier est mis en relation avec le pôle du sacré local.

Le mode de transmission de ce savoir est l'oralité. C'est une modalité non-savante. Elle utilise une technique attrayante, le chant, et elle est accessible au plus grand nombre de par le véhicule linguistique qu'elle utilise : le berbère.

Les *khawns* kabyles ne font pas que transmettre un savoir religieux, ils le composent, et chemin faisant, ils l'adaptent aux demandes. En ce sens, ils sont à la fois des agents religieux mais aussi plus généralement des agents culturels.

Le *dhikr*, en grande Kabylie, est à la portée de tout individu qui peut le mémoriser et le répéter. En outre, des individus peuvent composer le *dhikr* sans avoir le statut de *khawni*. Le *khawni*, par le biais du *dhikr*, assure une fonction sociale de familiarisation avec l'univers religieux, et une fonction d'éducation religieuse non-savante s'insérant parfaitement dans l'univers de l'oralité.

L'observation de veillées funèbres le montre bien. Alors que la psalmodie des versets coraniques, de la compétence des *tôlbas*, se déroule comme un rituel clos et indéchiffrable pour le plus grand nombre (i.e. tous ceux qui n'ont pas de compétence scripturaire), le *dhikr* tout en étant accessible à tous, fait simplement appel à l'émotion (16).

Pour toutes ces raisons, exposées ici de façon schématique, nous estimons que l'agent confrérique a été plus efficace dans l'enracinement du schéma islamique. Il a pu mieux que l'agent à compétence scripturaire en populariser les éléments et les relier au pôle du sacré local. Dans le champ religieux de la société kabyle du 19ème et du 20ème siècles existe une hiérarchie des statuts religieux fondée sur la référence à une généalogie sacrée et la possession de la compétence scripturaire. Le *taleb* occupe de ce fait un statut dominant par rapport au *khawni* qui ne possède souvent ni l'un ni l'autre. Toutefois, la pratique religieuse fait apparaître une division du travail religieux dans laquelle le *khawni* occupe, de par son profil et sa vocation, une position privilégiée parce que c'est lui qui dans cette société orale accapare "l'oreille des croyants".

Le renouvellement de l'approche du rapport au religieux dans la société algérienne en général et au sein des différents groupes culturels (notamment la Kabylie) passe nécessairement par un retour vers les pratiques sociales de la religion analysées à partir des concepts socio-anthropologiques.

En ce sens, la norme est plus un objet d'étude qu'une grille d'analyse.

Brahim SALHI

## NOTES

- 1 SALHI M.B. *Etude d'une confrérie religieuse algérienne : la Rahmaniya à la fin du 19ème siècle et au début du 20ème siècle*. Thèse de 3ème cycle, Paris, EHESS, 1979.
- 2 BERQUE A. "Essai d'une bibliographie critique des confréries musulmanes algériennes", *Bulletin de la société de géographie et d'archéologie d'Oran*, T. XIX 1919, juin - septembre pp 135-175, décembre, pp. 193-233.
- 3 DE NEVEU P.E. *Les khouans, ordre religieux chez les musulmans*, Paris, Guyot, 1845.
- 4 BROSSELARD C. *Les khouans. De la constitution des ordres religieux musulmans en Algérie*, Alger, Tissier, 1859.
- 5 RINN L. *Marabouts et khouans*, Alger, Jourdan, 1884.
- 6 DEPONT O. et COPPOLANI X. *Les confréries religieuses musulmanes en Algérie*, Alger, Jourdan, 1897.
- 7 BACHTARZI M. *Kitab Ech Sharh. Manthoumat Er Rahmaniya*, Tunis-Mohamedia, Imprimerie Qadriya-Rahmaniya 1807.
- 8 TURIN Y. *Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale (1830-1880)*, Paris ; Maspéro, 1971. p. 112 sq.
- 9 ARKOUN M. "Le concept de raison islamique" in *Le Maghreb musulman en 1979*, Paris, CNRS, 1981, pp. 305-339.
- 10 IBN KHALDOUN. *Histoire des berbères*, Paris, P.Geuthner, 1978, pp. 256-257.
- 11 GOODY J. *La Raison graphique*, Paris, Minit, 1979, pp. 61-107.
- 12 SALHI M.B. "Lignages religieux, confréries et société en Grande-Kabylie (1850-1950)". à paraître dans *Arabica*.
- 13 Voir la signification que lui donne F.COLONNA "La répétition. Les tôlbas dans une commune rurale de l'Aurès" in *Le Maghreb musulman en 1979*, pp. 187-203 ; à savoir un mode d'imprégnation total engageant autant la mémoire que le corps.
- 14 BOURDIEU P. *Le Sens pratique*, Paris, Minit, 1980.
- 15 NACIB Y. *Chants religieux du Djurdjura*, Paris, Sindbad, 1988.
- 16 CHAMPION F. et HERVIEU LEGER D. *De l'émotion en religion*, Paris, Centurion, 1980, voir notamment pp. 191-216, l'article de Sossie ANDEZIAN "La confrérie Issawa en Algérie".

Sous l'entrée RECHERCHES EN COURS, à de multiples reprises, Correspondances a accueilli des présentations, par leurs auteurs, de mémoires de troisième cycle. Outre leurs qualités intrinsèques, parce que ces recherches, nombreuses et peu diffusées, sont significatives des tendances de la formation à la recherche par la recherche, il convenait de leur attribuer un espace distinct d'expression. La rubrique MEMOIRES entend délimiter cet espace et affirmer ses particularités et par-là même contribuer à mieux établir ce bulletin dans son identité et ses contenus.

Jean-Pierre CASSARINO, ouvre cette nouvelle formule par une contribution extraite d'un mémoire intitulé : *L'immigration maghrébine à Palerme, l'image de l'immigré maghrébin*, réalisé dans le cadre du DEA de Science Politique Comparative de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence. Ce travail, dirigé par Yves SCHEMEIL, s'appuie sur des données recueillies lors d'une première enquête de terrain effectuée à Palerme, en février 1992.

## LE REFLET DE LA MÉMOIRE.

### *Une approche de l'image de l'immigré maghrébin.*

Jean-Pierre CASSARINO  
documentaliste à  
l'IRMC-Tunis, prépare,  
sous la direction de  
Jocelyne CESARI, une thèse  
de doctorat portant sur les  
réseaux d'entraide et la  
territorialisation de l'espace  
urbain par les groupes et  
individus maghrébins ; son  
terrain d'analyse reste la  
Sicile et concerne l'étude  
des migrations transfronta-  
lières entre le Sud de  
l'Europe et le Maghreb.

Entre 1986 et 1989, le nombre d'immigrés recensé en Italie augmenta de 27,7 %. Au cours de la même période, la Sicile enregistrait une hausse de 113,7 % (1). Le Piémont et la Sicile constituent les deux régions d'Italie où les immigrés maghrébins se concentrent le plus ; la première accueille une majorité d'immigrés venus du Maroc, la seconde, en revanche, une majorité de Tunisiens. On a souvent évoqué le *constant canal souterrain* reliant la Sicile au proche Maghreb pour traduire, dans sa complexité, l'aspect à la fois provisoire, permanent et pendulaire des migrations maghrébines à destination de l'île. Au premier abord, la perméabilité de ses frontières et la réglementation encore trop superficielle du marché du travail pourraient, à elles seules, justifier l'attractivité de l'île. Il faut, cependant, tenir compte des déséquilibres économiques enregistrés de l'autre côté du Canal de Sicile tels que le sous-développement, la pression démographique et l'exode des populations rurales vers les capitales. Tous ces facteurs ont, en effet, contribué à transformer la Sicile en un pays d'émigration, depuis presque une génération.

Toutefois, un processus migratoire ne naît pas uniquement et spontanément des disparités économiques enregistrées dans une région donnée. La migration des Maghrébins à destination de Palerme peut être, également, appréhendée par le biais des rapports sous-jacents et réciproques, observés entre la Sicile et le Maghreb, qui, par une approche socio-historique, pourraient expliquer la présence massive des Tunisiens dans la ville. Cette première approche introduit les particularités de l'immigration maghrébine à Palerme -une ville comptant plus d'un million d'habitants- et nous invite à considérer également le contexte social dans lequel elles s'inscrivent. Les constats de l'augmentation croissante du nombre de migrants maghrébins, principalement Tunisiens, ajoutés à celui de la féminisation des flux, confirment ensemble que cette immigration à destination de Palerme acquiert, désormais, les traits d'une installation dans l'espace public (2).

L'étude de la mise en présence directe et médiata de l'autochtone et du maghrébin a eu pour objet de décrire le prisme à travers lequel se projette l'image de l'immigré maghrébin et de comprendre comment sa présence tend à se démarquer de l'ensemble de la population immigrée, les *extra-communautaires*, vivant à Palerme. Il s'agit des ressortissants d'un pays non-membre de l'Union Européenne, immigrés dans un pays d'Europe occidentale. Le terme *extra-communautaire* sous-tend, en italien, un double statut d'étranger car il combine la distinction entre le national et le non-national avec celle entre l'européen et le non-européen.

Le rapport direct fait intervenir, d'une part, l'autochtone, habitant d'une région qui, naguère, constituait un foyer de main-d'oeuvre bon marché à destination, principalement, des Amériques, de l'Europe du Nord et des pays du Maghreb. Lors de la pré-enquête effectuée auprès des Palermitains, les personnes interrogées ne percevaient pas la question de l'immigration comme une donnée faisant partie des problèmes majeurs liés à leur ville, contrairement à la délinquance et au chômage. D'autre part, ce même rapport implique l'immigré maghrébin, placé dans la clandestinité, pratiquant l'*ambulantato* ou occupant une activité dite du bas tertiaire (serveur, plongeur, vendeur ambulant) qui limite le champ de la mobilité des migrants à l'espace urbain. En revanche, dans la province de Trapani, là où les populations maghrébines occupent les emplois de saisonniers, la mobilité s'étend à toute la province, voire aux provinces occidentales voisines en raison de la *saltuarità* de l'emploi de *pummaro* (ce qui signifie en napolitain "ouvrier agricole") (3).

Les propos recueillis au cours des entretiens opérés auprès des maghrébins vivant à Palerme laissent apparaître des attentes à l'égard de la société iocae. Elles trouvaient leur fondement sur trois points. Tout d'abord, l'expression des affinités entre la Sicile et la Tunisie était récurrente dans le discours des Tunisiens. Elles relevaient, selon eux, des coutumes, usages, ressemblances physiques communs à leur pays d'origine et à la société d'arrivée. Ensuite, un "lien de parenté" avait plusieurs fois été évoqué (4). Nous retiendrons, enfin, l'évocation de ce qui pourrait être appelé la *reciprocité migratoire*. Nombreux étaient les migrants tunisiens qui rappelaient la présence de la communauté sicilienne, installée à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle jusqu'aux années cinquante, dans les *petites-Sicile* des villes de Tunisie. Le rappel de l'immigration sicilienne en Tunisie semblait traduire non seulement un renversement ordinaire du courant migratoire, mais également, et surtout, un sentiment de non-étrangeté par rapport à l'espace et à la société d'accueil ; si bien que l'immigré tunisien se sait immigré sans se sentir étranger à l'espace social d'arrivée.

il ne semble pas fortuit d'évoquer cette forme d'alliance, créée sur le fond de l'histoire des flux migratoires siciliens et tunisiens, car elle entre dans le cadre de cette étude relative à l'image que projette l'autochtone sur l'immigré maghrébin et justifie, par conséquent, son importance. Les affinités auxquelles l'immigré maghrébin se réfère, sont issues du partage d'une histoire et d'une proximité géographique. Elles s'insèrent également dans le reflet d'une mémoire dont l'autochtone veut se défaire car marginalisant pour une société qui, depuis peu, accueille des immigrés du Tiers-Monde et se place dans un contexte "moderne" (5).

Silvana MICELI résume ce rapport en écrivant : "La société sicilienne regarde la communauté des immigrés (maghrébins) comme une photographie d'elle-même jaunie par le temps" (6). Cette photographie n'a rien de nostalgique, elle apparaîtrait, en revanche, comme un camouflet de la mémoire.

Dès lors intervient l'enjeu de la mémoire ou de l'oubli, symbolisé par une démarcation identitaire (7), instaurée entre l'immigré maghrébin et le Palermitain. Une image assez floue et globalisante se projette sur l'*autre-émigré* maghrébin, celle du *marocchino*. Dans le langage parlé, ce terme, devenu l'antonomase du "pauvre type", se rapporte à un étranger originaire du Continent africain. Par ailleurs, il convient de préciser que dans le contexte socio-politique que traverse l'Italie, les Ligues régionales exploitent une sorte d'amalgame entre l'hostilité à l'immigration tiers-mondiste (des *marocchini*) et celle à l'égard des Méridionaux (les *ferroni*). A l'amalgame *ferrone/marocchino* se greffe également la pensée d'un *Mezzogiorno* arriéré, réfractaire au développement en raison de structures sociales traditionnelles et aliénantes. L'anti-méridionalisme ambiant traduit une discrimination dirigée vers le Méridional (8). Cette donnée contextuelle avait apporté, au cours de l'étude, quelques éclaircissements concernant la démarcation identitaire entre l'immigré maghrébin et l'autochtone.

La négation de la *réciprocité migratoire* conduit l'autochtone à se démarquer de l'immigré maghrébin. Le partage issu de la *réciprocité migratoire* est une résultante dont le souvenir n'a plus lieu d'être.

Pourtant, en contraste, les pouvoirs publics de la ville expriment, par la restauration des monuments anciens datant de l'époque arabo-normande de l'île (le palais de la Zisa, la Cuba) et le projet de création d'un musée de l'islam, la volonté de consacrer le passé lointain de la présence arabo-berbère en Sicile. Aujourd'hui, ces monuments, évocateurs de l'héritage arabe et des invasions étrangères de la Sicile, semblent, depuis leur restauration décidée par la commune, faire fusionner une période lointaine de l'histoire de l'île, marquée par la "noble tolérance des Rois chrétiens" à l'égard des anciens envahisseurs, avec le présent de la ville cosmopolite. Il s'agit d'un passé, construit ou reconstruit, qui semble faire l'éloge de la *tradition multiculturelle et tolérante de la société sicilienne* (9). L'immigré maghrébin, en tant qu'individu, disparaît sur le fond de cette consécration d'un passé lointain dont l'éclat contraste avec le passé récent des migrations siciliennes, de *l'exil que l'on lit amer dans les mémoires splendides des lieux perdus* (10). La réappropriation du passé arabo-berbère de la ville par les pouvoirs publics apparaît comme une glorification des qualités d'accueil de la société civile et conforte l'autochtone dans sa culture de *tolérance et d'ouverture* forgée au cours des siècles d'invasions étrangères.

Le rapport direct entre l'autochtone et l'immigré maghrébin ne dévoile que partiellement la nature du médium que traverse l'image de ce dernier. Aussi, l'étude de la mise en présence médiate a permis d'éclairer cette approche. En effet, elle s'est développée en faisant intervenir un représentant des immigrés devant la Cité dont l'impact social, bien que difficilement estimable, atteint la société civile dans son ensemble.

Par conséquent, la mise en présence médiate implique l'autochtone, l'immigré et le centre d'accueil qui, probablement, bénéficie de la plus grande audience auprès de la société civile palermitaine, en l'occurrence, la *Caritas Diocesana*. La *Caritas* gère, à elle seule, les différents centres d'accueil religieux, existant à Palerme, pour immigrés *extra-communautaires*. Elle se présente comme un organisme d'éducation du peuple contribuant au développement intégral de l'homme, de la justice sociale et de la paix, par une action principalement pédagogique. Son discours de fraternité vise à rassembler les individus au sein d'une même et unique communauté de croyants nommée *la chiesa*, c'est-à-dire *une communauté de foi, de prière et de charité* (11). La *mission d'aide et de service éternel* dont elle se sent investie s'adresse aux marginaux dont les immigrés *extra-communautaires* font partie ; l'immigré maghrébin, à l'instar des autres migrants venus du Tiers-Monde, se trouve présenté comme un *honnête homme*, un individu de valeur. Toutefois, le discours moral de la *Caritas* se limite à la sphère publique, en ce sens qu'il ne remet pas en cause la démarcation identitaire évoquée précédemment. Le respect de la valeur de l'étranger constitue le maître mot de ce centre d'accueil religieux qui, en qualité de *proxène* (12), doit également veiller à la sauvegarde des intérêts réels et symboliques de la société d'accueil.

Auprès de la population immigrée, elle se présente comme un espace de *réconfort et d'amitié* qui garantit à l'étranger un accueil convenable. La *Caritas* sensibilise la société civile au problème de l'immigration par l'emploi d'un discours humaniste qui n'atténue pas la démarcation observée au cours de la mise en présence directe, mais qui, en revanche, s'en éloigne.

Il ressort, enfin, que l'image réfléchie par les pouvoirs publics et les centres d'accueil religieux à Palerme ne se télescope pas avec celle projetée par l'autochtone. Probablement parce que les premiers centrent leurs politiques de sensibilisation sur l'immigration prise dans l'abstrait (sans que cela implique l'individu-immigré) et sur

l'immigré perçu en tant qu'"homme de valeur" (sans tenir compte de sa culture), alors que le second impose une limite qui concerne l'immigré maghrébin en tant qu'individu exprimant ses attentes, explicitement ou implicitement, à l'égard de la société d'accueil, fondées, entre autres mais principalement, sur le rappel de la mémoire d'une expérience migratoire vécue des deux côtés du Canal de Sicile.

L'approche du regard porté par l'autochtone sur l'immigré maghrébin se situe également dans la problématique de la visibilité des communautés de migrants installées dans un espace public et dans celle des interrelations vécues entre les migrants installés dans la ville et la société d'accueil. Elle fait, par conséquent, appel à l'analyse de la territorialisation de l'espace urbain par les groupes et individus étrangers déjà installés, ainsi qu'à celle des itinéraires et de la mobilité. Par ailleurs, l'observation de terrain avait permis de déceler des formes de résistances, de la part des migrants maghrébins, qui déjouaient les actions structurantes des centres d'accueil locaux. Elles se sont manifestées par le biais de stratégies collectives et individuelles qu'une recherche ultérieure plus approfondie, tentera de mettre en lumière sur la scène du *théâtre de la mémoire*.

Jean-Pierre CASSARINO

## NOTES

1. Statistiche demografiche, ISTAT, 1990, p. 108.
2. MANGANO M. G. et PERNICE A. "Alcuni aspetti socio-demografici della presenza straniera a Palermo". In : *Stranieri in Italia*, sous la dir. de G. COCCHI, Bologna, Istituto Cattaneo, 1990, p. 163-180.
3. Cf. GUARRASI V. "Donna, emigrazione e società mediterranea". In : *Donna e società*, sous la dir. de J. VIBAEK, Quaderni del circolo semiologico siciliano, Palerme, 1982, p. 489-509.
4. En effet, ce lien se traduit par le fait que le Maghrébin appelle le Sicilien son cugino, "cousin".
5. Cf. la contribution de CAMMAROTA A. In : COCCHI G., dir., op. cit., p. 327. L'auteur évoque le fait que l'emploi d'une domestique de couleur -cela concerne plus particulièrement les Cap Verdiennes à Palerme- comporte d'une part, le paiement d'un service ménager, d'autre part l'acquisition d'une position sociale au sein de la Cité. L'emploi d'une Cap Verdienne semble devenir "symbole de statut". Il s'agit d'une position sociale recherchée qui s'insère dans un cadre nouveau permettant à l'autochtone d'accentuer le rapport démarcateur.
6. MICELI S., "La comunicazione negata", In : *Quaderni del laboratorio antropologico dell'Università di Palermo*, Palerme, 1984, p. 29.
7. L'étude s'était référée aux travaux de BETTELHEIM B. et JANOWITZ M.- *Social Change and Prejudice* ; including "Dynamics of Prejudice", The New York Free Press, 1964, cf. notamment "Prejudice and EGO psychology", p. 53-77.
8. Cf. à ce propos WOODS D. "Les ligues régionales en Italie, l'émergence d'une représentation régionale indépendante des partis traditionnels". *Revue Française de Science Politique*, mars 1992.
9. Propos extraits de l'entretien effectué auprès du responsable de l'Ufficio immigrazione de la Préfecture de Palerme.
10. Extrait de l'ouvrage de SCIASCIA L. *Le Parrocchie di Regalpetra*, Bari, Laterza, 1956.
11. *La Caritas nella chiesa italiana, nella Diocesi, nella Parrocchia*, 4, 1990, p. 39. Cf. aussi *Statuto della Caritas Diocesana*, Arcidiocesi di Palerme, 1987.
12. L'emprunt du terme "proxène" à KRISTEVA J. *Etrangers à nous-mêmes*, Paris, Gallimard, 1991, p.69-72 (Folio. Essais.) illustre la position de médiateur que la Caritas adopte vis-à-vis de ses paroissiens et des immigrés qu'elle accueille.

**BOUZGARROU-LARGUECHE Dalenda.- Watan al Munastir : fiscalité et société (1676-1856).** Tunis, Université de Tunis I. 1993.-283 p. (Publications de la Faculté des Lettres de la Manouba. Série Histoire. 5).



Cette étude des registres fiscaux du Sahel de Monastir (Tunisie) à l'époque moderne est l'édition non remaniée d'un diplôme de recherche approfondie (DRA) soutenu en 1986 à l'Université de Tunis. S'inscrivant dans une perspective aujourd'hui classique d'histoire économique et sociale appliquée à une étude régionale, D. BOUZGARROU-LARGUECHE analyse les mécanismes et l'évolution de la fiscalité "précoloniale". Elle se donne pour objectif d'aider "à la compréhension du mouvement social dans sa profondeur". Le lieu de l'enquête historique est le caïdat de Monastir, dont la prospérité économique, entre la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle et le milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle, reposait sur l'oléiculture. La région, par son peuplement sédentaire et urbain, était dès cette époque l'alliée traditionnelle du pouvoir central, mouradite puis husseinite.

D'un point de vue méthodologique, la discontinuité de la série d'archives n'a pas permis d'étudier les structures fiscales en relation avec la conjoncture. Cependant, l'adjonction au corpus des correspondances caïdales du XIX<sup>ème</sup> siècle a enrichi le champ de son investigation. Celle-ci aboutit à une recherche dont l'originalité réside, pour l'essentiel, dans l'interrogation portée sur la fonction urbaine et sa hiérarchie interne, la dualité entre notabilité locale et pouvoir central, la description d'un système fiscal régional, la mise en parallèle des réformes du XIX<sup>ème</sup> siècle avec l'évolution des différents groupes sociaux. L'émergence des résistances aux prélèvements, la mise en évidence dans la structure foncière de la part réservée à la propriété féminine, la permanence des noms des familles notables sont autant d'éléments d'analyse ouvrant la voie à une étude sociale et culturelle de la région.

H.G.

**FERHAT Halima. - Le maghreb aux XII<sup>ème</sup> et XIII<sup>ème</sup> siècles : de la foi .** - Casablanca : Wallada, 1993. - 180 p.



La conjugaison des sources historiques classiques et des récits hagiographiques permet l'étude des mentalités collectives et des courants religieux qui ont traversé les sociétés maghrébines au cours des siècles décisifs du "Moyen Age". C'est au XII<sup>ème</sup> siècle que la sainteté populaire devient une composante essentielle de l'islam local et c'est au XIII<sup>ème</sup> siècle que les corpus hagiographiques subissent de profondes transformations. Rédigés par des savants, ces textes biographiques portent l'empreinte d'une époque marquée par la dislocation de l'Empire almohade. C'est pourquoi l'enjeu des écrits postérieurs n'est plus le sacré mais, par-delà la défense d'une cause spirituelle, le pouvoir politique. La sainteté devient désormais un titre social et politique.

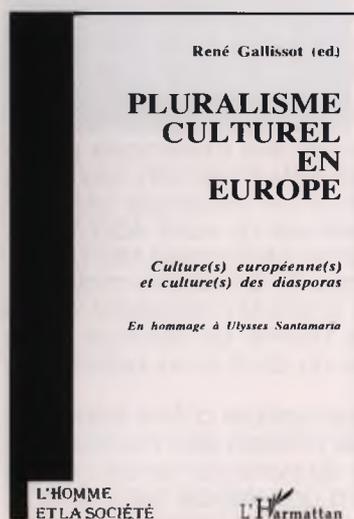
L'effervescence religieuse est inséparable de la croyance dans les forces surnaturelles et les effets du merveilleux. En témoignent les rapports entre savoir, superstition et santé engendrés par l'intérêt porté aux remèdes incarnés par les plantes magiques du Baladur et du Bézoard. Le personnage extraordinaire d'*Al Khadir* qui hante les lieux et l'imaginaire figure dans les récits hagiographiques sans cependant avoir de relations avec les grands noms de la mystique maghrébine qui avait pour maître au XII<sup>ème</sup> siècle Abu Madyan de Tlemcen. Cet ascète qui consacra sa vie à l'enseignement devint, après sa mort, l'objet d'une légende dorée dans la littérature savante et l'imaginaire populaire. Au XIII<sup>ème</sup> siècle, l'histoire de la ville marocaine de Safi révèle les rapports étroits entre les processus urbains et les structures religieuses et politiques. Quant au calife almohade Al Mansour, la légende en a fait un héros immortel malgré les dénonciations des *Fuqaha* et des chroniqueurs. L'enjeu du pouvoir met en compétition les tribus, les mystiques et les souverains et l'histoire de la fiscalité au Maghreb laisse apparaître des conflits dont le plus important est l'hostilité des masses exprimée par les interventions "miraculeuses" des saints. C'est pour cette raison que les califes almohades ont essayé de récupérer ces forces religieuses et sociales, il n'en est plus de même à partir du milieu du XIII<sup>ème</sup> siècle, surtout après l'intervention hafside à Sabta, puisque le *djihad* et les affaires andalouses ne sont plus prioritaires. L'intensification de la lutte entre les Etats régionaux s'accompagne du contrôle

de la Méditerranée par les chrétiens. Enfin, la fréquence des mouvements messianiques et l'émergence des prophètes et *mahdis* révèlent la tendance des masses à consacrer des guides réformateurs et redresseurs de torts souvent imprégnés d'une grande culture.

En somme, l'ensemble des études réunies dans cet essai d'histoire médiévale du Maghreb met l'accent sur les mutations religieuses et historiques qui se sont opérées au plan des consciences et des représentations. Elles ont tant marqué cette époque charnière qu'elles perdurent encore, de nos jours, sous diverses formes culturelles et politiques.

M.K.

**GALLISSOT René, éd.- Pluralisme culturel en Europe. Culture(s) européenne(s) et culture(s) des diasporas.** - Paris : L'Harmattan, 1993.- 270 p. - (L'Homme et la Société)



*N'oublie pas, souviens-toi*, tels sont les maîtres-mots que Nicole LAPIERRE emploie pour rappeler qu'une diaspora ne consiste pas uniquement en un ensemble d'individus auto-organisé face aux réalités sociales et historiques de la société d'accueil, mais aussi et surtout, en une "conservation de la trace" suivie du "renouvellement du souvenir en un acte volontaire et créateur". La diaspora, qu'elle soit juive, libanaise, turque, italienne ou maghrébine, postule à la fois l'idée de l'exil et celle du retour illusoire voire mythique (Saïd TAMBA). A cela s'ajoute l'adaptation de l'individu diasporique à l'espace d'arrivée ainsi que la reconstruction du pays d'origine dans l'imaginaire à des fins différenciatrices et identitaires. Cette recomposition culturelle traduit, en fait, un décalage par rapport à celle existant dans la société de provenance (Wanda DRESSLER-HOLOHAN).

L'analyse se révèle encore plus complexe si l'on considère que la culture de diaspora s'inscrit elle-même dans un contexte européen qui encourage les Etats membres de l'Union Européenne à favoriser l'expression des cultures minoritaires régionales sur leur territoire ; cela engendre un nouveau regard strié de logiques contradictoires et de compromis stratégiques nombreux qui se fondent sur la toile du pluralisme culturel en Europe, aux couleurs de l'identité, de la mémoire et des particularismes ; ce thème avait fait l'objet, en 1991, d'une étude menée au sein de la Maison des Sciences de l'Homme à Paris. Ulysse SANTAMARIA de l'institut Universitaire Européen de Florence, s'était alors interrogé sur la question des *combinaisons culturelles* ; l'ouvrage se veut un hommage collectif, comportant quinze contributions, réunies en l'honneur de ce chercheur décédé au mois de février 1991.

J-P.C.

**GHANMI Azza. - Le Mouvement féministe tunisien. Témoignage sur l'autonomie et la pluralité du mouvement des femmes (1979-1989).** - Tunis : Chama Editions, 1993, 156 p.



Peut-on situer les récentes réflexions sur le mouvement féministe tunisien en dehors d'un contexte dans lequel les revendications des femmes semblent instrumentalisées pour tenter de répondre à des besoins sociaux ou créer des espaces de liberté ? Ce témoignage d'une militante des années 1980 présente le groupe d'Etude de la Condition féminine du Club Tahar Haddad, la revue *Nissa* et l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates comme des lieux d'expression autonomes. Tribunes d'opinions divergentes, elles dénoncent la place accordée aux femmes dans la société, place justifiée par des normes biologiques, religieuses, culturelles et politiques. Leur projet s'accompagne de revendications d'égalité et de justice.

L'étude situe l'émergence de ces groupes informels dans le cadre des réformes sociales et culturelles initiées par Habib Bourguiba. L'accession à l'espace public fut souvent contestée aux femmes, par la famille et l'Etat sauf si ces dernières bénéficiaient de la protection du Parti Socialiste Destourien alors au pouvoir, par leur appartenance à l'Union Nationale des Femmes Tunisiennes.

Le modèle culturel "moderne" produit par le "bourguibisme", s'il a créé de nouvelles conditions de vie pour les femmes tunisiennes, a maintenu une frontière encore rigide entre les rôles "masculin" et "féminin".

M.KH.

**Histoire et linguistique. Texte et niveaux d'interprétation. Coordonné et présenté par Abdelahad SEBTI.** - Rabat : Université Mohammed V, 1992. - 65 - 101 p. Texte arabe-français. (Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Série. Colloques et Séminaires n° 20).



Ces actes de la table ronde tenue à Marrakech en 1990 soulignent l'intérêt de l'outil linguistique et sémiologique en vue d'une compréhension dynamique du document historique. Les douze contributions réunies ici traitent de sujets divers allant du *Fiqh* à la toponymie et au symbolisme en passant par la lexicographie, l'imaginaire des villes et des pays, la littérature, l'hagiographie et le texte biblique.

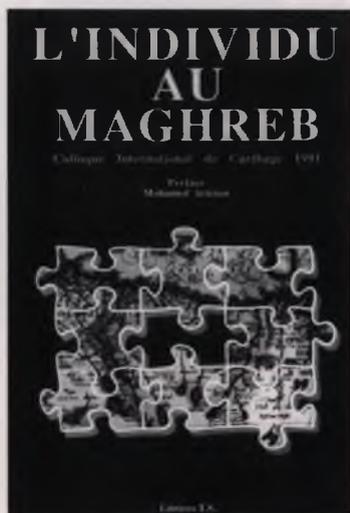
Les lieux et les discours sont ainsi l'objet d'approches plurielles portées moins sur la théorisation que sur l'analyse située du discours et des locuteurs, en fonction du contexte social, culturel et temporel.

A travers la littérature médiévale des voyageurs, la cité maghrébine, en proie à la destruction, se prête à la production de figures métaphoriques et allégoriques au service du récit historique (Abdelahad SEBTI). La narration est liée à toute une vision mythique et stratégique comme en témoigne l'exemple de l'image de l'Afrique noire chez l'historien du palais Al-Fichtalli (Abdelmajid Al-QADDOURI et Hussein Al-MOUJAHID). La production littéraire morisque aljamide traduit une situation particulière, celle d'une catégorie de la population contrainte à s'adapter à de nouvelles données historiques (Hussein BOUZINEB). De son côté, le parler tunisien recourt à plusieurs termes étrangers qui ont été rassemblés par le savant M. BELKHODJA dans un dictionnaire spécial (Aziz BEN ACHOUR). Les noms des personnages de la Bible sont porteurs de signification historique (Ahmed CHAHLANE) et la présence des animaux dans les charismes du saint Abû YA'ZA confirme, à son tour, l'importance majeure du symbolisme (Mohamed MEFTAH). Le récit hagiographique maghrébin est un genre littéraire lié à l'histoire mais possédant des structures discursives propres (Abdelmajid ZEGGAF) obéissant à des modèles précis d'écriture (Houari TOUATI). Il en est de même du discours de la jurisprudence musulmane qui conjugue le vocabulaire du droit et la syntaxe de l'histoire (Abderrahmane MOUSSAOUI).

En tant que récit de fiction, le discours historique est susceptible d'être traité par le biais de la critique littéraire (Allai MEZIANE). Enfin, une citation de l'historien AL-BEKRI donne lieu à une réflexion à partir de la question du symbole tandis que les vocables maghrébins de *Hâra* et *Mellâh* sont l'objet d'une étude historique et toponymique (Simon LEVY).

M.K.

**L'Individu au Maghreb - Colloque international de Beit al Hikma-Carthage ( 31 octobre - 2 novembre 1991), préface de Mohamed ARKOUN.** - Tunis : Editions TS, 1993 - 257 p. ("Orient-Occident")



Avec le sentiment d'être inscrits dans un double contexte intellectuel et politique rendant urgente une interrogation sur l'individualisme démocratique, une vingtaine d'universitaires et d'écrivains ont apporté leur contribution à la tenue d'un colloque sur le thème de l'individu au Maghreb. Ce faisant, et en connaissance de cause, ces derniers se sont engagés à traiter d'un thème central et dominant non pas au Maghreb ou dans la pensée arabe, mais plutôt dans l'histoire intellectuelle et politique de l'Europe moderne. C'est probablement pourquoi les textes réunis s'attachent non seulement à débattre des conditions d'émergence de l'individualité dans les sociétés maghrébines - et à répondre à "une sorte d'explosion de la demande de reconnaissance de l'individu -", mais aussi à définir une notion - reconnaît-on l'individu à sa capacité à se libérer de l'appartenance communautaire ? - tout en s'interrogeant sur son absence dans la tradition théorique au Maghreb.

Ordonné en cinq thèmes "essentiels" (*Théories de l'individu, Individu et religion, Individu et collectivité, Individu et différence, Individu et pouvoir*), l'argumentaire du colloque peut se prévaloir de pluridisciplinarité ou, selon les interventions, d'interdisciplinarité. L'ensemble des contributions - rassemblant réflexions théoriques, balayages historiques, études de cas, analyses linguistiques... - tend à défricher des questions ardues mais qui demeurent irrésolues, comme le prouvent à la fois la pluralité et la timidité des approches à propos du contenu de la notion d'individu : "la personne, l'âme, la personnalité islamique de base, le sujet libre et autonome ou encore une zone frontalière à la lisière de toutes ces notions ?". Mais pourquoi s'en étonner dans la mesure où, devant un chantier si vaste et ouvert, l'heure est bien moins aux affirmations et aux réponses anticipées qu'à la formulation d'une problématique originale et à la construction d'un objet jusqu'ici ignoré.

O.F.

**EL MANOUBI Khaled. - Industrialisation et compétitivité de la Tunisie.** - Tunis : l'Or du Temps, 1993. 160 p.



Dans le cadre de la mondialisation et de la confrontation des systèmes productifs tant sur les marchés nationaux qu'internationaux, toutes les industries orientées vers le marché intérieur ou vers l'exportation se trouvent impliquées dans une rude concurrence. Dans ce contexte de suppression de toute protection, il devient urgent d'évaluer les capacités de résistance des systèmes productifs et leur compétitivité au niveau international pour pouvoir juger des capacités de résistance à venir.

Ce travail, dérivé d'une étude commandée par l'Agence de Promotion de l'Industrie, procède à une évaluation de la situation du système productif tunisien par rapport à la dynamique de l'économie mondiale. Il tend à démontrer que si la compétitivité de l'industrie d'un pays se manifeste principalement au travers de l'entreprise, elle est fondamentalement *"l'attribut de la nation considérée comme une expression locale de la forme sociale capitaliste mondiale."*

L'analyse de l'évolution du tissu industriel de la Tunisie, mais surtout de son développement capitaliste (niveau de formation, participation des femmes à l'emploi, part de l'emploi agricole, taux d'urbanisation etc ...), permet à Khaled EL MANOUBI de relever les ambiguïtés sur lesquelles reposent les performances de l'industrialisation de la Tunisie durant les trois dernières décennies. Il démontre alors comment la politique économique de l'État-nation des années 60 a tourné le dos aux exigences de la compétitivité internationale. Puis comment au cours de la seconde décennie et grâce à l'augmentation de la rente du pétrole, du tourisme et de l'émigration, la politique des pouvoirs publics a visé le développement d'une industrie nationale fortement protégée, accompagné, dans le cadre d'une politique de "légitimation sociale", d'une hausse administrée des salaires en même temps que de celle des investissements considérés comme une fin en soi. C'est pourquoi en Tunisie, *"l'avènement de l'industrie exportatrice à compétitivité fondée sur l'intensité du travail a été en retard de près de dix ans au regard du degré de développement capitaliste du pays qui le place juste derrière les nations nouvellement industrialisées"*.

L'épuisement de la rente devrait conduire à l'adoption d'une nouvelle politique de désengagement de l'État et d'encouragement de l'investissement privé. Cette nouvelle politique prend forme dans une économie mondiale en pleine mutation avec une redistribution des investissements. Le problème est alors de savoir si le tissu industriel tunisien est capable de "s'amender" pour pouvoir accueillir les investissements de délocalisations provenant des "macro-nations".

M.E.

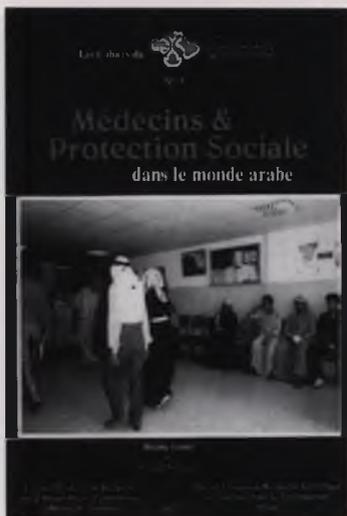
**MASSOULIE François. - Les conflits du Proche-Orient.** Florence : Giunti Gruppo Editoriale - Casterman, 1993. - 159 p. - Collection XXème siècle



S'il est principalement consacré aux évolutions politiques et aux conflits les plus récents du Proche-Orient, ce livre est aussi celui d'un historien qui tient largement compte de *"l'héritage du passé"*. Cet héritage paraît singulièrement lourd quand on examine, comme nous y invite le premier chapitre, la période du démembrement de l'Empire ottoman. La première guerre mondiale, ainsi que les divers traités, accords et déclarations censés mettre fin à une Question d'Orient posée de longue date, ne font qu'en susciter plusieurs autres qui trouveront tout au long du XXème siècle des échos dramatiques : le tracé de frontières d'emblée contestées qui seront autant de prétextes de guerres ; les manœuvres des puissances européennes qui divisent pour mieux régner, générant d'inextricables problèmes de minorités ; la gestion ambiguë de la question sioniste par la Grande-Bretagne d'où naîtra l'interminable affrontement israélo-palestinien ; de façon générale, la confrontation brutale des peuples arabes avec une modernité importée qui sera l'un des éléments moteurs de la montée de l'islam politique. Posées de façon claire et illustrées de nombreuses cartes et extraits de textes, les grandes lignes de la "création" du Proche-Orient contemporain permettent dès lors d'appréhender des événements en apparence aussi absurdes et incompréhensibles à des yeux occidentaux que la guerre du Liban. Ce pays apparaît en effet comme le lieu où se sont conjugués les effets des découpages frontaliers, de rivalités ancestrales, d'antagonismes sociaux internes, et, par le biais des présences palestinienne puis syrienne et israélienne, des conflits internationaux. Destiné à des non-spécialistes, l'ouvrage de François MASSOULIE constitue une introduction documentée au monde arabe contemporain.

F.S.

**Médecins et protection sociale dans le monde arabe.** - Sous la direction de **Brigitte CURMI** et **Sylvia CHIFFOLEAU**. - Beyrouth-Amman/Paris : Centre d'Etudes et de Recherche sur le Moyen-Orient Contemporain/Institut Français de Recherche Scientifique et de Coopération pour le développement, 1993. - 283 p.

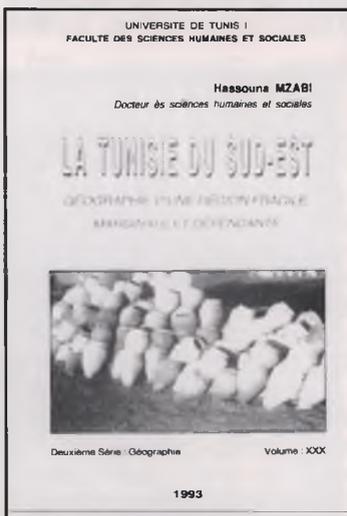


Réunie à Amman les 27 et 28 février 1992, une table-ronde visait à présenter un ensemble de réflexions et de travaux de recherche sur la profession médicale ainsi que sur les divers systèmes de protection sociale en place dans le monde arabe. L'ouvrage en expose les actes où s'expriment des voix multiples : aux côtés de chercheurs en sciences sociales interviennent des praticiens et des responsables politico-administratifs de la santé publique. Le panorama géographique est vaste, couvrant l'Algérie, l'Égypte, la Tunisie, la Syrie, la Jordanie et le Liban. L'approche comparative de pays aussi différents, tant par leur taille que par leur mode d'organisation, trouve sa raison d'être dans des schémas d'évolution nationaux qui présentent plusieurs points communs. En effet, au lendemain des indépendances, le droit à la santé pour tous et l'accès aux soins gratuits faisaient partie des slogans de l'État modernisateur. Mais les influences conjuguées d'une crise économique générale et d'une révision à la baisse des interventions de l'État en matière sociale, conformément aux logiques d'ajustement structurel, ont partout concouru à un affaiblissement du secteur public, à une réduction de la protection sociale, à la fuite d'une grande part de la profession médicale vers le privé et partant, à l'apparition d'une médecine "à deux vitesses". La création ou la réactivation de systèmes d'assurance-maladie (qui permettent la prise en charge de la plupart des dépenses de santé et une couverture totale pour les pathologies les plus graves) est l'une des tentatives pour compenser le désengagement de l'État et réguler le développement du secteur privé. Mais ces systèmes se heurtent dans la plupart des pays arabes à l'incapacité d'étendre leurs remboursements aux prestations du secteur privé, favorisant ainsi le foisonnement de solutions parallèles (régimes complémentaires, contrats-groupe...) qui renforcent l'inégalité devant l'accès aux soins.

Aboutir à une solution équilibrée préservant ou favorisant la qualité du service public est un enjeu d'importance : le renforcement des politiques de santé publique dans le domaine préventif et le développement de la recherche médicale, qui ne peut s'effectuer qu'en milieu universitaire et hospitalier, en dépendent.

F.S.

**MZABI Hassouna.** - **La Tunisie du Sud-Est. Géographie d'une région fragile, marginale et dépendante.** - Tunis : Université de Tunis I, 1993, 685 p. (Publications de la Faculté des Sciences Humaines et Sociales. Série Géographie. 30)



Cette monographie régionale est le résultat d'une thèse d'État soutenue avant l'instauration d'un découpage administratif, en janvier 1980, qui détacha le gouvernorat de Tataouine de celui de Médenine.

Zone frontalière ouverte sur la Tripolitaine par la plaine de la Jeffara, le vaste gouvernorat de Médenine est un espace de contact entre le Maghreb et le Machrek d'une part, les mondes saharo-africain et méditerranéen d'autre part. L'évolution de cette région est liée tant à la rigueur des conditions naturelles qui ont favorisé autrefois un mode de vie marqué par le semi-nomadisme que par la position frontalière qui explique, entre autres, l'importante migration des populations vers la Libye voisine. Ce territoire a été le lieu de vastes mouvements de populations et témoigne de l'histoire de peuples et tribus en quête de nouveaux espaces. Le déclin des activités artisanales et du commerce caravanier et la fixation de la frontière algéro-tunisienne par la France au XIX<sup>ème</sup> siècle transformèrent les centres oasiens en une zone excentrée.

En géographe, Hassouna MZABI livre une minutieuse description de cette marginalisation et de l'évolution des modes de vie. Il démontre les effets sur l'agriculture des contraintes naturelles et de la complexité du régime foncier. L'arboriculture s'est développée sur les terres de pâturages supplantant ainsi peu à peu l'élevage autrefois dominant et rétrécissant considérablement l'espace de vaine pâture. L'oléiculture, devenue aujourd'hui la principale spécialité de la région, produit durant les années de bonnes récoltes de 15 à 20 000 tonnes d'huile.

Passant en revue les autres secteurs de production et les besoins de modernisation, l'absence de dynamisme malgré les mesures incitatives de l'État (artisanat et Industrie) ou leur faiblesse structurelle (tourisme dans la région de Jerba-Zarzis), l'étude expose le rôle de la dynamique migratoire dans la région. L'émigration, phénomène ancien, représente une donnée capitale de l'organisation économique et sociale de la région. Ce foyer migratoire a alimenté des flux de main-d'œuvre vers la Libye, l'Algérie et la France. L'auteur estime à 26 000 personnes

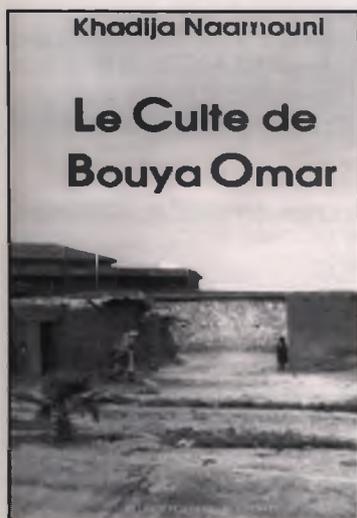
le nombre de travailleurs originaires de Médenine et Tataouine exerçant une activité à l'étranger. S'ajoute à ces flux une forte émigration clandestine qui alimentait le marché du travail libyen avant l'ouverture des frontières libyennes. Mais l'ampleur même de l'émigration renforcerait sa dépendance. Cette région qui "produit du pétrole, vend des vacances et exporte de la main-d'oeuvre", se procure l'essentiel de ses revenus à l'extérieur.

Les autres secteurs de production, notamment la pêche et l'artisanat ne connaissent pas, malgré les mesures incitatives, d'évolution positive. Dominante à l'île de Jerba, la pêche n'arrive pas, malgré une amorce de reprise sous l'impulsion de l'État, à se moderniser. L'industrie reste peu développée, tandis que les retombées du tourisme et de l'émigration n'ont pas permis un développement conséquent. Le tourisme devenu le secteur le plus puissant dans la Tunisie du Sud-Est, reste insuffisamment maîtrisé et son dynamisme dépasse rarement la région de Jerba-Zarzis. Les déficiences dans les prestations de services touristiques, les contre-performances enregistrées ces dernières années sont les résultats d'une situation de faiblesse structurelle.

A la mesure de cette fragilité économique, l'action multiforme de l'État est capitale dans sa modernisation et son désenclavement prenant en charge la réalisation de nombreux équipements d'infrastructures, scolaires, de santé et autres, même si son effet reste d'efficacité inégale.

M.KH.

NAAMOUMI Khadija.- **Le Culte de Bouya Omar.** - Casablanca : Edition Eddif, 1993.- 223 p.



L'ouvrage est la version remaniée d'une thèse de doctorat sur le culte de Bouya Omar, sanctuaire de la possession et de la *hadra Rahhallyya*, situé dans le Haut Atlas, sur les bords de l'oued Tassaout. Cette enquête ethnographique, "explore la dimension religieuse et sociale de la confrérie... à travers l'étude du système thérapeutique et culturel du traitement traditionnel de la maladie mentale que le culte de Bouya Omar associe à la possession."

La vie de ses fondateurs Sidi Rahhal (1480-1543) et Bouya Omar (fin du XVIème siècle) est fort mal connue. Et la légende, comme bien souvent en la matière, supplée au manque de données historiques. Force est de constater le développement de la confrérie, qui n'en n'est pas vraiment une, au sens classique du terme : lorsque le pouvoir de guérison de Bouya Omar fut connu, la renommée du sanctuaire dépassa la stricte dimension locale pour devenir nationale.

La procédure thérapeutique est à caractère juridique et judiciaire. Elle se fonde sur la croyance en un tribunal mythique structuré comme un tribunal moderne. Pendant des séances de "transe judiciaire" (*sri*) les djinns qui possèdent le malade sont confrontés dans une sorte de jugement (*hokm*) au malade et aux membres du "tribunal suprême", les djinns serviteurs de Bouya Omar et ses saints collaborateurs (*mahkama* et *koubra*). Cette confrontation tente de délivrer le possédé ou de le réconcilier avec le djinn qui le perturbe.

Le rite du pèlerinage du possédé consiste à identifier le djinn agresseur et à exprimer ses griefs, au moyen de la *hadra*, du rêve et/ou du tribunal, grâce à un véritable interrogatoire. Le djinn peut avoir frappé le patient ou s'être "habillé" du patient. Pour celui qui est frappé, le *madroub*, il y aura guérisons miraculeuses ou immédiates et délivrance, renvoi (*tsaifitt*). Pour celui qui est "endossé", le *malbous*, on précédera à une thérapeutique carcérale fondée sur la "transe judiciaire" (*sri*), et la "détention" (*rsid*). La "transe judiciaire" qui ne fait appel à aucune technique coranique et à aucun instrument musical, est un procès entre le malade et ses djinns (*jnoun*) devant le tribunal de Bouya Omar. La cure revêt les formes d'une "incarcération thérapeutique", (celle du djinn qui habite le malade). Celle-ci dépendrait, selon la croyance locale, de la volonté du saint.

Les prescriptions énoncées par le tribunal et les règles du culte une fois respectées, le cycle de guérison peut s'achever. La délivrance (*tsaifitt*), étant accordée par le saint, le patient doit alors partir sans plus attendre et s'installer en une "retraite thérapeutique" (*hijba*). Lui succédera un pèlerinage de reconnaissance à Bouya Omar, suivi de pèlerinages annuels à l'occasion du *mousseem* du saint.

L'étude aborde également la dimension économique du sanctuaire. Qui bénéficie des dons, des offrandes et des sacrifices et qui en assure les dépenses ? Au système de *nouba* s'est substitué définitivement, en 1982, le système du bail (*l'kra*), non sans conflits. Cette nouvelle gestion économique du sanctuaire révèle le caractère mercantile du culte thérapeutique de Bouya Omar. Mais il ne faudrait pas s'arrêter à cet aspect commercial du sanctuaire. "L'importance de l'offrande est liée (...) à l'espoir que le malade met dans le saint pour le guérir. Tel est l'unique critère."

A.J.

**CAHIERS  
INTERNATIONAUX  
DE SOCIOLOGIE**  
Vol. XCIV - janvier-  
juin 1993

*Sociologies du politique*

Avec, parmi les événements marquants des années 80-90, l'effondrement des régimes de l'Est et la montée des mouvements politico-religieux, l'Histoire s'est chargée de rendre caducs certains découpages disciplinaires et notamment la séparation en domaines bien distincts de la sociologie et de la science politique. Les faits ont montré que des logiques cantonnées au social par certaines conceptions théoriques pouvaient se transmuier en logiques politiques, structurer des formes de pouvoir, faire surgir des acteurs collectifs inconnus ou oubliés. Brouillées, les limites entre le social et le politique sont apparues comme des constructions arbitraires que leurs auteurs doivent apprendre à reconsidérer.

Partant, le principe de ce volume est de faire appel au dialogue entre des disciplines plurielles *qui ont toute compétence pour donner d'autres dimensions aux processus socio-politiques*. L'accent est mis sur l'originalité des problématiques, sur le renouvellement des objets d'études, sur la pertinence des approches susceptibles de rompre avec la rigidité des frontières disciplinaires. Certains textes s'attachent pour cela à évaluer le regard des sciences sociales sur des réalités contemporaines telles que le phénomène technocratique (Gilbert LAROCHELLE), l'Etat en Algérie (Lahouari ADDI), le totalitarisme au Cambodge (BUI XUÂN QUANG) ou encore la communication démocratique et la médiatisation dont André AKOUN interroge les fondements sociaux et Georges BALANDIER les effets politiques. Ailleurs, les analyses portent sur les paradigmes de la sociologie et jugent de leurs apports pour la connaissance des faits politiques (Pierre ANSART), traitent de la notion d'acteur historique (Michèle ANSART-DOURLÉN) ou de la place de l'écrivain dans l'espace politique (Sonia DAYAN-HERZBRUN) et restituent leur dimension politique à des objets écartés de ce champ, en l'occurrence la civilité et la politesse (Claudine HAROCHE).



CAHIERS INTERNATIONAUX DE SOCIOLOGIE - Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales - 54, Bd Raspail - 75006 Paris

O.F.

**LES CAHIERS  
DE L'IREMAM**  
n° 4 - 1993

*Le politique dans l'histoire touarègue*

L'idée de l'absence d'organisation politique en ce qui concerne le monde Touareg s'est affirmée depuis la colonisation au point d'exclure du questionnement le champ du politique entendu comme sphère autonome, non réductible à un agencement parental et lignager de la société. Pour Héléne CLAUDOT-HAWAD, cette perception dominante doit être reconsidérée car elle ignore avec constance les définitions endogènes de l'ordre social et politique.

Le projet qui anime cette publication vise deux objectifs principaux. Le premier est de comprendre les réseaux mis en oeuvre dans les rapports sociaux internes et externes des touaregs et d'échapper à la problématique qui jusqu'ici figeait l'organisation institutionnelle de la société nomade et réduisait l'armature sociale à la parenté. Le second consiste à analyser le contexte de production de cette lecture étroite de l'univers touareg afin de semer les germes d'approches théoriques nouvelles et décroisées. A travers des études de cas et de terrain sont mis en évidence un monde complexe, fondé sur la coexistence de principes structurants apparemment contradictoires, et surtout un arsenal sémantique raffiné, un vocabulaire politique qui échappe au code parental et par lequel s'énoncent les catégories de l'altérité et de l'identité ainsi que les rapports de domination, de production, de sujétion ou de dépendance.

Notons par ailleurs que ce collectif prolonge en la spécifiant la réflexion engagée dans un précédent ouvrage sur le politique dans l'histoire touarègue (CLAUDOT Héléne, HAWAD. - Touaregs, exil et résistances. - In REMMM n° 57, Aix-en Provence : Edisud, 1990, 198 p.).



LES CAHIERS DE L'IREMAM - Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman - 3 et 5, rue Pasteur - 13100 Aix-en Provence

O.F.

**AL-MAJALLA AL-MAGHRIBIYYA LI 'ILM AL-IJTIMA' AL-SIYYASĪ**  
(Revue marocaine de sociologie politique)  
n° 15-16  
Mars-juin 1993

Les élections et les comportements électoraux ainsi que les systèmes politiques de Jordanie, d'Israël, d'Algérie et du Maroc constituent le thème des analyses présentées. Bien que les matériaux de certains articles prêtent souvent à discussion, car tirés de résultats officiels, ils demeurent néanmoins nécessaires à ce type d'étude.

Les orientations politiques des électeurs arabes israéliens sont décrites à partir des résultats des scrutins législatif de novembre 1988 et municipal de février 1989. Leurs comportements sont chargés de valeurs symboliques et sont susceptibles de peser sur l'équilibre politique notamment au sein de la Knesset (Ata Allah MANSÛR).

Slimane CHIKH reconstitue le contexte des élections locales du 12 janvier 1990 en Algérie (réforme constitutionnelle, lois sur les associations, loi électorale, etc). Première expérience électorale en Algérie à l'heure du multipartisme, les résultats ont surpris plusieurs observateurs par la victoire du Front Islamique de Salut au détriment du Front de Libération Nationale au pouvoir.

Concernant le Maroc, l'article de Paul CHAMBERGEAT (publié en 1966 dans l'Annuaire de l'Afrique du Nord et repris dans ce numéro) aborde la spécificité de la campagne électorale dans ce pays.

L'absence d'institutions politiques mobilisant les élites et la faiblesse des formations représentant les couches sociales dominées expliquent la forte participation des agents du *Makhzen* aux élections législatives, témoin de l'omnipotence de l'Etat (Mohamed BRAHIMI).

Trois études de cas : une Commune dans le Tadla (Maroc central), le Souss (sud du Maroc) et le Rif sont respectivement présentées par Siso GHARBI, Mohamed BENHLAL et Mohamed CHAQIR.

▲ AL-MAJALLA AL-MAGHRIBIYYA LI 'ILM AL-IJTIMÂ' AL-SIYYÂSĪ - B. P. 15 863 Poste principale - Casablanca

M.KH.

**MONDE ARABE**  
(MAGHREB-MACHREK)  
n° 141  
juillet-septembre 1993

L'évolution politique au Yémen est étudiée à travers les élections législatives du 27 avril 1993 qui ont permis d'élargir l'alliance des deux anciens partis uniques du Nord et du Sud à la coalition Islamo-tribale (Renaud DETALLE). Les islamistes d'obédience wahabite regroupés au sein de l'Islah sont devenus, en adaptant leurs discours et leurs comportements aux réalités locales, la deuxième force politique du pays (Bernard LEFRESNE).

Les relations diplomatiques de la Jordanie avec l'Irak connaissent un recentrage tout en oeuvrant à la sauvegarde des intérêts extérieurs et à la stabilisation de l'échiquier politique intérieur (Frédéric GRATIER). En Egypte, la réforme bancaire de 1991 s'inscrivait dans le cadre du débat sur le *riba* et la liquidation des banques islamiques mais la montée de l'islamisme ne semble pas favoriser un contrôle public de l'épargne (Michel GALLOUX).

La partie "dossiers et documents" conçue par Mahjoub Ibn EL HAMEL est consacrée à l'étude de quelques aspects de la violence politique en Algérie, où l'assassinat des intellectuels s'inscrit manifestement dans une stratégie de fermeture de l'espace public et de censure de la parole libre. Un hommage est rendu à la mémoire des disparus par la publication des bio-bibliographies de Tahar DJAOUT et de Mahfoudh BOUCEBCI, tous deux assassinés. Des fragments de leurs textes sont suivis de la *fetwa* du Cheikh GHAZALI que Khémaïs CHAMMARI - dont le propos est reproduit - avait mise en relation avec les assassinats des intellectuels algériens.

▲ MONDE ARABE (MAGHREB-MACHREK) - 29, quai Voltaire - 75344 Paris Cedex 07

M.K.

**ORIENTAMENTI**

Rivista monografica  
di formazione  
sociale e politica  
n° 4-5 - 1993

*L'islam e l'occidente. I significati della presenza musulmana in Europa.*

*La spécificité islamique* des migrants en provenance du Maghreb n'a pas été perçue ou insuffisamment étudiée en Italie du fait de la complexité des données statistiques ou de l'excès d'analyses quantitatives concernant les flux migratoire (Stefano ALLIEVI). Par ailleurs, l'insuffisance des enquêtes de terrain a occulté cette caractéristique qui s'est révélée subitement au regard des sociologues. *L'islam Italien* est désormais présent et il se trouve considéré comme une *composante importante du processus de socialisation des immigrés*.

Le numéro 4-5 d'*Orientamenti* se donne pour objet l'étude des sens de la présence musulmane en Europe, en adoptant une démarche plus particulariste quant à l'approche de *l'islam italien*. La rétrospective de Riccardo REDAELLI montre en quoi les diverses tendances observées en Islam renvoient à une histoire longue de plusieurs siècles. De même, si l'on parle d'un *retour* de l'islam, dans le cas des Maghrébins vivant en Sicile, cela ne peut être affirmé que dans une projection historique (Stefano ALLIEVI). D'un point de vue sociologique et sur la base d'estimations statistiques, encore trop inexactes, il semble que le phénomène islamique perdurera et se développera en Italie.

Sa permanence pose, d'une part, la question d'un dialogue isiamo-chrétien impliquant un *respect réciproque* et une reconnaissance mutuelle et d'autre part, la nécessité d'une prise de positions plus nette, chez les musulmans, quant aux problèmes relevant du droit de la famille (Francesco CASTRO, Sergio NOJA) et de la laïcité (Sergio NOJA).

Une dernière interrogation s'impose, au fur et à mesure que la présence musulmane s'accroît en Occident : est-ce que l'islam, en Europe, sera en mesure de *s'autonomiser* par rapport aux événements socio-politiques du Maghreb et du Proche-Orient ? La formation d'une instance représentative des communautés musulmanes installées en Italie et, à une plus grande échelle, en Europe constituerait, probablement, une première réponse à cette question (Felice DASSETTO).



ORIENTAMENTI - Direzione e Redazione - P.zza Duomo 16, 20122 Milano.

J-P.C.

**TIERS-MONDE**

n° 135  
juillet - septembre  
1993

*La réhabilitation de la demande*

Le dossier principal de ce numéro traite de la réhabilitation de la demande en tant que mécanisme de reprise économique et en tant que catégorie analytique. Quatre textes sont regroupés qui portent sur différents aspects des limites des politiques d'ajustement structurel et cherchent à ouvrir les pistes d'une approche alternative. Les deux contributions introductives apportent des précisions théoriques et mettent en lumière les processus de base de réanimation ou de contraction de la demande. Jean-Marc FONTAINE (*Demande et investissement dans le processus d'ajustement*) examine le cas théorique d'une économie ouverte tournée vers l'exportation et Amiya Kumar BAGCHI expose le cadre conceptuel de *trois processus de base de stimulation ou de dépression dans l'économie mondiale*. Les autres textes présentent les cas empiriques de régions d'Asie : Japon, Corée, "zone yen" (Joseph HALÉVI) et Inde (Sunanda SEN).

La livraison fait également place à une présentation des *Nouvelles politiques d'ajustement et de re-légitimisation de l'État au Mexique* (Victor SORIA) et du rôle des petites et moyennes entreprises dans l'industrialisation de la Corée du Sud (Philippe REIGNIER).

Abdeikader SID AHMED analyse la situation économique maghrébine comme une crise du modèle de développement extensif basé sur des complémentarités traditionnelles statiques avec les pays du Nord. Il détaille par la suite des alternatives possibles dont la principale concerne le développement de l'industrie manufacturière, la seule à même de permettre à la région de mobiliser ses énergies et de s'inscrire en véritable partenaire de l'Europe.

Enfin *Tiers-Monde* ouvre une tribune sur la thématique du "développement" par une contribution de Christian COMÉLIAU : (*Pour un renouveau de l'étude du développement...*). Cette partie s'accompagne d'une présentation d'ouvrages sur le développement et d'analyses bibliographiques d'un choix de livres sur ce même sujet.



TIERS-MONDE - I.E.D.E.S. - 58, Boulevard Arago, 75013 Paris

M.E.

**ULTRAMARINES**  
n°7 - Juin 1993

Lorsqu'en 1972, le film *Avoir vingt ans dans les Aurès* révèle au public du festival de Cannes une autre vision de la guerre d'Algérie, il y a déjà seize ans que René VAUTIER a commencé à filmer ce pays, non pas au travers de fictions mais en vivant quotidiennement le conflit auprès des soldats de l'Armée de Libération Nationale algérienne. C'est le parcours de ce cinéaste communiste que retrace Sandrine SEGUY sur la base d'entretiens avec l'homme et d'une analyse de sa production cinématographique.

Il s'agit également d'Algérie dans l'article que Laurent ESCANDE consacre à l'attitude du Gouvernement Général français face au pèlerinage de la Mecque entre 1870 et 1940. Celui-ci est interdit pendant de longues périodes en raison des très mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles se déroule le voyage et des menaces d'épidémies, mais aussi de peur d'une contagion d'un tout autre ordre : celle d'idées nouvelles venues du Levant et dont l'administration française craint qu'elles ne transforment les pèlerins de retour du Hedjaz en agitateurs politiques.

Entre autres informations bibliographiques et scientifiques destinées aux spécialistes de la période coloniale, *Ultramarines* signale l'enrichissement du Centre des Archives d'Outre-mer par le don de papiers privés appartenant à deux administrateurs français d'Algérie et de Madagascar et dresse également un état des lieux des Archives nationales maliennes, héritières de documents originaux provenant du service archivistique du Soudan français créé au début du siècle par l'administration coloniale.



ULTRAMARINES - Institut d'Histoire des Pays d'Outre-Mer - Université de Provence - 29, av. Robert Schuman - 13621 Aix-en-Provence  
Amis de Archives d'Outre-Mer - 29, chemin du Moulin Detesta - 13090 Aix-en-Provence

F.S.

**VIVANT UNIVERS**  
n° 406 - juillet - août  
1993*Spécial Tunisie*

*Vivant univers* ouvre ses pages à des universitaires tunisiens afin de faire connaître à un large public les réalités de la Tunisie contemporaine.

La succession politique voilà six ans a libéré l'espoir d'une plus grande participation des citoyens et d'une démocratisation de la vie politique : *la continuité qui a garanti la modernisation du pays saura-t-elle s'effacer au profit de la rénovation, enjeu des discours officiels ?*

La position géographique du pays constitue un atout important. Le rôle charnière que joue la Tunisie, entre Orient et Occident, Afrique et Europe détermine sa vocation d'ouverture et contribue à la richesse de son patrimoine. Peut-être est-ce là la raison du développement rapide du tourisme dans cette région (Tahar AYACHI, *Le pays des miracles*).

Pays de tradition marchande pénétré par de nombreuses civilisations, la Tunisie est dotée d'une économie tournée vers l'extérieur. Cette caractéristique est source de progrès et de fragilité à la fois. Connaissant actuellement une forte croissance, l'économie tunisienne reste dépendante des résultats de son agriculture et du tourisme et elle n'échappe pas aux tensions financières. Enfin, elle est très sensible à la conjoncture internationale (Mahmoud BEN ROMDHANE, *Economie dynamique mais fragile*).

Le développement social en Tunisie reflète la même ambivalence. Le *Code du Statut personnel* a permis de doter les femmes de droits importants et de les associer à la vie publique, mais des problèmes demeurent, liés, entre autres, au dépeuplement des campagnes et au chômage (Dorra MAHFOUDH-DRAOUI, *Quel développement social ?*).

De quelle identité le Tunisien peut-il se prévaloir : arabe, musulman, maghrébin, méditerranéen, occidental, classique, moderne ? Cette diversité des références identitaires impose la nécessité d'une synthèse. La culture tunisienne est tout entière traversée par ces jeux de miroir (*Tunisie : le miroir éclaté*).

L'histoire politique de l'Etat tunisien est abordée par Fadhel BLIBECH qui revient sur les années Bourguiba et sur la transition politique de 1987 (*Entre autoritarisme et recherche de la démocratie*).

Abderrazaq HAMMAMI conclut ce dossier par une analyse de l'islam tunisien (*L'islam entre la foi et la pratique*).



VIVANT UNIVERS - Chaussée de Dinant 115 - 5000 Namur - Belgique

N.P.

**CENTRE D'ETUDES SUR LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES MAGHREBINS** - Rectorat de l'Université Mohammed Ier -  
B.P. 524 - OUJDA - MAROC  
Tel : (6) 68.05.21/22 - Fax : (6) 68.61.71

Les 22 et 23 octobre 1990 se tenait à l'Université Mohammed Ier d'Oujda une rencontre internationale sur "Les mouvements migratoires maghrébins" réunissant des chercheurs d'horizons disciplinaires et géographiques multiples.

Ce moment de pluridisciplinarité s'est inscrit dans la durée puisqu'a été décidée, à cette occasion, la création du Centre d'Etudes des Mouvements Migratoires Maghrébins sous l'égide du Rectorat de l'Université Mohammed Ier d'Oujda. Cette institution a pour vocation de **regrouper et de favoriser les recherches sur les mouvements des populations maghrébines**, de créer une banque interdisciplinaire de données, de faciliter les contacts entre chercheurs et institutions travaillant dans ce domaine de part et d'autre de la Méditerranée, et enfin d'organiser les rencontres scientifiques nécessaires à la confrontation des diverses approches du phénomène.

Le caractère international de la rencontre qui a présidé à sa fondation a contribué à donner aux projets du C.E.M.M.M. une **ouverture sur les recherches effectuées hors du Maroc, que ce soit au Maghreb ou en Europe** (Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas). Parmi ces projets, citons ceux proposés dans le cadre de la coopération culturelle maroco-belge concernant "La fonction économique de la communauté marocaine en Belgique" et "La production littéraire des jeunes écrivains issus de l'immigration marocaine en Belgique".

Le développement de cette collaboration a conduit à l'**organisation de nouvelles manifestations scientifiques**. Les 2 et 3 décembre 1992 se tenait une deuxième rencontre internationale sur le thème de "L'émigration marocaine vers l'Europe". Celle-ci fournissait l'occasion de faire le point sur la présence marocaine dans plusieurs pays d'Europe, notamment en Espagne, France, Royaume-Uni, Pays-Bas (cadre historique, aspects juridiques et politiques, implications économiques...). Il s'agissait également de faire la part de la réalité et du mythe quant aux phénomènes d'intégration/marginalisation des populations migrantes, ou bien aux perspectives de retour dans leur pays d'origine.

Il est enfin prévu pour le mois d'avril 1994 une troisième rencontre, organisée en collaboration avec l'Université Catholique de Brabant (Tilburg, Pays-Bas) et l'Institut du Monde Arabe (Paris, France), portant plus spécifiquement sur les aspects sociaux, linguistiques et pédagogiques de migrations maghrébines en Europe.

En Avril 1992, le Centre d'Etudes des Mouvements Migratoires Maghrébins amorçait ses **activités de publication** avec le premier numéro des *Cahiers du C.E.M.M.M.* rendant ainsi accessible une partie des communications présentées lors de la première rencontre internationale d'octobre 1990. Une deuxième livraison des *Cahiers* est parue en Juillet 1993 qui présente cette fois les résultats de la rencontre organisée en décembre 1992, ainsi que d'autres contributions sur le même thème.

Le C.E.M.M.M. publie également depuis 1993 une *Lettre d'Information* dont la première parution présentait les activités du Centre, la liste exhaustive de ses membres ainsi que des indications bibliographiques et notes de lecture.

*Le Bulletin d'information Correspondances se donne pour propos de signaler et d'annoncer les événements scientifiques relatifs à la région Maghreb.*

*Il s'adresse aux spécialistes des sciences sociales et historiques auxquels il propose d'être un instrument de liaison et un lieu d'échanges professionnels. En ce sens, l'annonce des programmes et des activités de recherche (séminaires, colloques, rencontres,...) est le premier temps d'une meilleure circulation de l'information.*

*L'IRMC se veut sensible à tous les intérêts de recherche. Et, il appartient aux lecteurs de Correspondances de faire en sorte que ce calendrier soit aussi complet que possible, ouvert, proche des travaux de chacun.*

R

**1-3 octobre BILBAO**  
**Cooperacion cultural en el Occidente.**  
Couvent de San Pedro Martir (Toledo)  
organisé par l'Universidad  
de Castilla-La Mancha.  
Coordination :  
Fundacion BBV  
Gran Via, 12  
48001 Bilbao  
Tél : 94 487 52 52  
Fax : 94 424 46 21

A

P

P

E

L

S

**5-7 octobre GRANADA**  
**El desarrollo rural.**  
Séminaire organisé par l'Université euro-  
arabe de Grenade.  
Coordination :  
Pr. Dr. J. Montabes-Pereira  
San Jeronimo, 27  
18001 Granada  
Tél : (9) 58 20 65 08

**6 octobre PARIS**  
**Une télévision éducative et culturelle  
en Méditerranée.**  
Colloque organisé par l'Institut Méditerranéen  
de la Communication (IMCOM).  
Coordination :  
IMCOM  
17, rue du Faubourg Poissonnière  
75009 Paris  
Tél : 40 22 91 41  
Fax : 40 22 91 27

**7-9 octobre TUNIS**  
**L'application de la loi et la garantie des  
droits de l'Homme dans les régimes  
judiciaires maghrébins.**  
Colloque maghrébo-américain organisé  
par le Ministère tunisien de la Justice.  
Coordination :  
Ministère de la Justice  
Boulevard Bab Benat  
1030 Tunis  
Tél : 660 064

**12-13 octobre TUNIS**  
**Mouvements sociaux, exclus et mouve-  
ments de droits, pouvoir étatique : mono-  
pole ou pluralisme.**  
Table ronde organisée par le Centre  
d'Etudes et de Recherches Economiques  
et Sociales (CERES) et l'Institut  
Maghreb-Europe.  
Coordination :  
CERES  
23, rue d'Espagne  
1000 Tunis R. P.  
Tél. (1) 24 48 10 - (1) 24 80 53

**14-15 octobre TUNIS**  
**La justice constitutionnelle.**  
Table ronde organisée par l'Association  
tunisienne de droit constitutionne.  
Coordination :  
Association tunisienne de droit constitutionnel  
Campus universitaire  
Boulevard du 7 novembre  
1060 Tunis

**15 octobre TUNIS**  
**L'Etat et la société civile au Maghreb :  
un regard méditerranéen.**  
Journée d'étude organisée par le Centre  
d'Etudes et de Recherches Economiques  
et Sociales (CERES) en collaboration avec  
l'Institut Culturel Italien de Tunis.  
Coordination :  
CERES  
23 rue d'Espagne  
1000 Tunis R.P.  
Tél : (1) 24 48 10 - (1) 24 80 53

**19-23 octobre MARRAKECH**  
**Grands appareillages hydrauliques méditer-  
ranéens, cultures techniques et territoires.**  
Séminaire organisé par le Centre d'Etudes  
et de Recherches sur Marrakech. Université  
Cadi Ayyad.  
Coordination :  
Ahmed Bencheikh  
Université Cadi Ayyad  
B.P. 517  
Quartier Amerchich  
Marrakech  
Fax : (4) - 43 44 94

**20 octobre CARTHAGE**  
**Le patrimoine comme objet de l'ethnogra-  
phie et de la muséographie.**  
Première séance du séminaire "Savoirs en  
usage, savoirs en partage" co-organisé  
par Beit el-Hikma et l'IRMC. Intervention de  
Ahmed BEN NAOUM.  
Coordination :  
Beit el-Hikma  
25, avenue de la République  
Carthage Hannibal  
Tél : 277 275  
IRMC - Tunis  
Tél : 796 722

**21-22 octobre MARRAKECH**  
**Stratégies du développement régional et  
national : Le cas du Maroc.**  
Séminaire International organisé par le  
Ministère des Affaires Economiques et  
Sociales du Maroc et le Centre d'Economie  
Régionale de l'Université d'Aix- Marseille III.

**21-22 octobre CASABLANCA**

**Stabilité et évolution du droit de la famille au Maghreb.**

(Deuxième Journée Juridique Maghrébine).

Colloque organisé par la Fondation du Roi Abdulaziz Al Saoud pour les Etudes Islamiques et les Sciences Humaines de Casablanca.

Coordination :

Fondation du Roi Abdulaziz Al Saoud  
Boulevard de la Corniche

Ain Diab

B.P. 12595

Casablanca

Maroc

Tél : (2) 39 10 27 / 39 10 30

Fax : (2) 39 10 31

**28-29 octobre PARIS**

**Le devenir de l'Islam dans le monde arabe.**

Colloque organisé par l'institut du Monde Arabe.

Coordination :

IMA (Unité recherches et débats)

1, rue des Fossés Saint-Bernard

75236 Paris-Cedex 05

Tél : (1) 40 51 38 38

Fax : (1) 43 54 76 45

**29 octobre VENISE**

**Les médiations culturelles dans le contexte des relations euro-arabes.**

Conférence d'Edgar Pisanl, organisée par l'Istituto Universitario di Architettura.

Coordination :

Prof. Ennio Concina

Istituto Universitario di Architettura

Palazzo Badoer

S. Polo 2554

30125 Venezia

Fax : (041) 71 90 44

**31 octobre - 1 novembre LE CAIRE**

**Politiques de développement et professions scientifiques, ingénieurs et médecins dans le monde arabe.**

Table ronde présentée par le CEDEJ.

Coordination :

Centre d'Etudes et de Documentation

Economique, Juridique et Sociale.

B.P. 494

Dokki

Le Caire

**1-4 novembre FES**

**Le développement des zones défavorisées méditerranéennes.**

Rencontre Internationale organisée par la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales.

Coordination :

Driss Guerraoui

Faculté des sciences juridiques,

économiques et sociales

Dhar Mehrez

B. P. 4240

Fès

Tél : (05) 64 21 72 - (05) 64 16 64

Fax : (05) 64 13 04

**2-5 novembre RABAT**

**Evaluation des projets de développement urbain.**

Atelier organisé par l'Association d'Etudes et de Recherches en Aménagement et Urbanisme (AERAU).

Coordination :

Françoise Navez-Bouchanine

Institut National de l'Aménagement

et de l'Urbanisme

Charia Maa Al-Ainine

B.P. 6215

Rabat-Instituts

Tél : (7) 77 16 24

Fax : (7) 77 50 09

**3 novembre PARIS**

**Les logiques contradictoires de la communication.**

Séminaire organisé par le Carré SEITA, Sciences Humaines.

Coordination :

Carré SEITA

10 rue Surcouf

75007 Paris

Tél : (1) 45 56 65 84

**3 novembre RABAT**

**Savoir économique et modernité.**

Séance inaugurale du séminaire co-organisé par le GERM et l'IRMC.

Coordination :

GERM

8 rue Al Moutannabi

Agdal

Rabat

Tél : (7) 67 47 39

Fax : (7) 67 47 40

IRMC

1 rue d'Annaba

Rabat

Tél : (7) 76 96 40

Fax : (7) 76 14 75

**4-6 novembre BRUXELLES**

**Le regroupement familial des immigrés vivant en Europe.**

Rencontre organisée par le Forum des Migrations des Communautés Européennes, l'Union Internationale des Organismes Familiaux, le Centre d'Informations et d'Etudes sur les Migrations Internationales (CIEMI).

Coordination :

CIEMI

Paris

Tél : (1) 43 72 49 34

Fax : (1) 43 72 06 42

**4-6 novembre TUNIS**

**Ruralité, urbanité et exclusion sociale au Maghreb.**

Séminaire maghrébin organisé par le Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales (CERES).

Coordination :

CERES

23 rue d'Espagne

1000 Tunis R.P.

Tél : (1) 24 48 10 - (1) 24 80 53

**10 novembre TUNIS**

**La cooperazione nel Mediterraneo oggi.**

Conférence co-organisée par le Centre Culturel Dante Alighieri et l'Institut italien de la Culture. Intervention de Agostino SPATARO.

Coordination :

Centro Culturale "Dante Alighieri"

35 Av. de la Liberté

Tunis

**13-15 novembre ALGER**  
**Sociétés maghrébines et pratiques sociologiques.**

Colloque organisé par l'institut de sociologie, Université d'Alger-Bouzareah.  
Coordination :  
Mustapha Madi  
Université d'Alger  
institut de sociologie  
Boulevard Djamâ Eddine Ai-Afghâni  
Al Hammadia  
Alger Bouzareah  
Tél : (2) 74 41 16  
Fax : (2) 50 66 12

**14-21 novembre TUNIS**  
Centenaire de l'institut Pasteur de Tunis, 1893-1993.

Coordination :  
Institut Pasteur de Tunis  
13 Place Pasteur  
B.P. 74  
1002 Tunis Belvédère  
Tél : 283 022  
Fax : 791 833

**15 novembre PARIS**

Première séance du séminaire dirigé par Fanny Colonna, UFR Orient et Monde Arabe ; Université de la Sorbonne nouvelle.  
Coordination :  
Fanny Colonna  
Groupe de Sociologie Politique et Morale  
105, Boulevard Raspail  
75006 Paris  
Tél : (1) 45 48 27 68

**16 novembre PARIS**  
**Politique de l'information des organisations intergouvernementales.**

Conférence organisée par l'Association des Professionnels de l'Information et de la Documentation, avec le concours du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.  
Coordination :  
A.P.I.D.  
25 rue Claude Tillier  
75012 Paris  
Tél : 43 72 25 25  
Fax : 43 72 30 41

**16 novembre AIX-EN-PROVENCE**  
**"Identités"**

Deuxième séance du séminaire général organisé par l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM).  
Intervention de Jean-Claude GARCIN.  
Coordination :  
Jean-Paul Pascual  
IREMAM  
5 Av. Pasteur  
13617 Aix-en-Provence  
Tél : 42 21 59 88  
Fax : 42 21 52 75

**16-17 novembre ANNABA**  
**Démocratie, Etat et société.**

Séminaire international organisé par l'institut de Sociologie et l'Université d'Annaba.  
Coordination :  
B. Boukhrissa  
B. P. 12  
Annaba  
Tel : (08) 82 23 51  
Fax : (08) 85 62 88

**17 novembre CARTHAGE**  
**Savoir juridique et raisonnement sociologique : la part du Droit dans l'interprétation des faits.**

Deuxième séance du séminaire "Savoirs en usage, savoirs en partage", co-organisé par Beit el-Hikma et l'IRMC. Intervention de Yadh BEN ACHOUR.  
Coordination :  
Beit el-Hikma  
25 avenue de la République  
Carthage Hannibal  
Tél : 277 275  
IRMC - Tunis  
Tél : 79 67 22

**18 novembre TOURS**  
**Premier séminaire des doctorants du Centre de recherche et d'Etudes sur l'Urbanisation du Monde Arabe (URBAMA).**

Coordination :  
URBAMA  
23 rue de la Loire  
B.P. 2221  
37021 Tours CEDEX  
Tél : 47 36 84 69

**18-20 novembre TUNIS**  
**La résistance armée en Tunisie aux XIXe et XXe siècles.**

Septième colloque international d'Histoire du Mouvement National organisé par l'institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National (ISHMN).  
Coordination :  
ISHMN  
17 rue de Tolède  
El Manar  
1004 Tunis  
Tél : 88 16 07  
Fax : 88 1 2 63

**20 novembre LONDRES**  
**The Politics of Commitment : Writing in Morocco Today.**

Conférence co-organisée par le Maghreb Research Group et l'institut Français du Royaume-Uni.  
Coordination :  
Charles Giry-Deloison  
Institut Français du Royaume-Uni  
17 Queensberry Place  
London SW7 2DT

20 novembre TUNIS

**Psychologie et comportement des usagers face aux technologies de l'information en Tunisie.**

Séminaire organisé par l'Institut Supérieur de Documentation.

Coordination :  
Institut Supérieur de Documentation  
10 rue de Kélibia  
B.P. 600  
1025 Tunis RP  
Tél : 792 265  
Fax : 794 117

22-27 novembre RABAT, KENITRA,  
CASABLANCA

**L'interculturel : réflexion pluridisciplinaire.**

Colloque organisé par les Facultés des Lettres de Kénitra, Rabat et Casablanca II

22-23 novembre CAGLIARI

**Cooperazione per la pace nel Mediterraneo. Autodeterminazione dei popoli, nazionalismi etnici, tutela delle minoranze.**

Conférence co-organisée par le Conseil de la Ligue des Etats Arabes, l'Université de Cagliari et le Parlement Européen.

Coordination :  
Associazione Culturale Mediterranea  
Via Cugia, 14  
09129 Cagliari  
Tél : (070) 30 04 72  
Fax : (070) 30 04 72

23 novembre PARIS

**L'Orient ancien : Ecriture, raison, religion et pouvoir.**

Inauguration du cycle de conférences de Jean Bottero.

Coordination :  
IMA  
Unité recherches et débats  
1, rue des Fossés Saint-Bernard  
75 236 Paris-Cedex 05  
Tel : (1) 40 51 38 38  
Fax : (1) 43 54 76 45

24 novembre TUNIS

**Les problèmes monétaires dans les relations internationales.**

Conférence organisée par le Comité Directeur de l'Association des Etudes Internationales (AEI). Intervention de Ahmed KARAM.

Coordination :  
AEI  
B. P. 156  
1012 Tunis - Belvédère  
Tél. : 791 663 - 270 646  
Fax : 796 593 - 270 646

25-26 novembre SOUSSE

**Géopolitique et mouvements de populations dans le monde turcophone et en Asie Centrale.**

Deux conférences organisées par le Département de Géographie de la Faculté des Lettres de Sousse.

Coordination :  
Faculté des Lettres  
Département de Géographie  
M. Hassen Boubakri  
quartier TAFFALLA  
Sousse  
Tél : (03) 232 361  
Fax : (03) 234 578

25-27 novembre

**Les zones protégées en Méditerranée.**

Colloque international organisé par le Centre d'Etudes, de Recherches et de Publications (CERP) à l'occasion de la quatrième Assemblée Générale du Comité pour les Etudes Méditerranéennes.

Coordination :  
Moncef Hergil  
CERP  
B.P. 255  
1080 Tunis CEDEX  
Tél. (1) 518 914  
Fax : (1) 511 677

25-27 novembre TOULOUSE

**Des contes sans frontières : Les Mille et Une Nuits.**

Colloque organisé par le groupe de recherche Analyses Monde Arabe Méditerranée (AMAM), avec le concours de l'Université du Mirail, la Ligue de l'Enseignement, le Conseil régional et la Mairie de Toulouse.

Coordination :  
AMAM  
Tél : 61 50 47 25  
Fax : 61 50 42 09

26 novembre TUNIS

**Tunisie, trésors d'art et d'histoire.**

Conférence organisée par l'Association Tunisienne Monuments et Sites.

Coordination :  
Association Monuments et Sites  
Dar Ben Achour  
46-52 rue du Pacha  
1006 Tunis  
Tél : 261 644

27 novembre TUNIS

**Les savoirs locaux et le développement.**

Conférence organisée par la Faculté des Sciences Humaines et Sociales. Intervention de Georges Dupré, sociologue, directeur de Recherche à l'ORSTOM.

Coordination :  
Faculté des Sciences Humaines et Sociales  
94, Boulevard du 9 avril 1938  
1008 Tunis

29 novembre-1er décembre TUNIS

**Sacrifices et fêtes en Islam maghrébin.**

Séminaire franco-maghrébin co-organisé par l'Institut National du Patrimoine et le GDR 745 Anthropologie Comparative des Sociétés Musulmanes.

Coordination :  
Institut National du Patrimoine  
4 place du Château  
1008 Tunis  
Tél : 561 693  
Fax : 562 452

30 novembre TUNIS

**Deuxième colloque sur la littérature scientifique en Tunisie dans le domaine de l'enfance.**

Co-organisé par le Ministère de la jeunesse et de l'enfance et le Centre de Documentation et d'information pour la Jeunesse et l'Enfance.

Coordination :  
C.D.I.  
7 rue Tahar Haddad  
Tunis  
Tél : 247 038

- A** **1-2 décembre ABIDJAN**  
**Assises francophones de la recherche.**  
Organisées par l'AUFELF-UREF (Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche).  
Coordination :  
AUFELF-UREF  
4 place de la Sorbonne  
75005 Paris  
Tél : (1) 44 41 18 18  
Fax : (1) 44 41 18 19
- N**
- N**
- O** **1-4 décembre TUNIS**  
**Guerre et paix dans l'histoire du Maghreb.**  
Sixième Congrès d'histoire et de civilisation du Maghreb organisé par la Société tunisienne des Historiens universitaires.  
Coordination :  
Société tunisienne des Historiens universitaires  
Faculté des Sciences Humaines et Sociales  
94 boulevard du 9 avril 1938  
1008 Tunis  
Tél : 260 950  
Fax : 567 551
- C**
- E**
- S** **2 décembre PARIS**  
**C.E.I. : La Reconstitution, nouvelle communauté ou nouvel empire ?**  
Colloque co-organisé par l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques et le Cercle de Réflexion et d'Etude sur les Problèmes Internationaux.  
Coordination :  
I.R.I.S.  
Université Paris-Nord  
Avenue Jean-Baptiste Clément  
93430 Villetaneuse
- 3-4 décembre AIX-EN-PROVENCE**  
**Mémoire de la colonisation. Relations colonisateurs / colonisés.**  
Séminaire organisé par l'Institut d'Histoire des Pays d'Outre-Mer (IHPOM).  
Coordination :  
Régine Goutalier  
IHPOM  
Université de Provence  
29 avenue Robert Schuman  
13100 Aix-en-Provence  
Tél : 42 20 68 18
- 3-5 décembre MSIDA (Malte)**  
**Family Values in the Mediterranean.**  
Colloque organisé par l'Université de Malte.  
Coordination :  
L.N. Agius  
Université de Malte  
Msida Malte  
Tél : (356) 345 655  
Fax : (356) 336 450
- 6 décembre AIX-EN-PROVENCE**  
**"Identités".**  
Troisième séance du séminaire général organisé par l'Institut de recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM). Intervention de Gilles VEINSTEIN.  
Coordination :  
Jean-Paul Pascual  
IREMAM  
5 Av. Pasteur  
13617 Aix-en-Provence  
Tél : 42 21 59 88  
Fax : 42 21 52 75
- 6-11 décembre CASABLANCA**  
**Langue arabe et technologies informatiques avancées.**  
Deuxième congrès international organisé par la Fondation du Roi Abdulaziz Al Saoud pour les Etudes Islamiques et les Sciences Humaines de Casablanca.  
Coordination :  
Fondation du Roi Abdulaziz Al Saoud  
Boulevard de la Corniche  
Ain Diab  
B.P. 12595  
Casablanca  
Maroc  
Tél : (2) 39 10 27 / 39 10 30  
Fax : (2) 39 10 31
- 8 décembre TUNIS**  
**The Value of Children - Reflections on the Family Economy and the Division of Labor in the Agricultural Sector.**  
Intervention de Karen ANDES de la Northwestern University d'Evanston, Illinois  
Department of Political Science, au Centre d'Etudes Maghrébines à Tunis (CEMAT).  
Coordination :  
CEMAT  
BP 404  
1049 Tunis Hached  
Tél : 246 219
- 8-11 décembre PARIS**  
**Usages sociaux de l'ethnologie dans les pays européens.**  
Colloque organisé par le Ministère de la Culture et de la Francophonie.  
Coordination :  
Claudie Voisenat  
Ministère de la Culture et de la Francophonie  
65 rue de Richelieu  
75002 Paris  
Tél : (1) 40 15 85 76
- 9 décembre RABAT**  
**Savoir économique et modernité.**  
Deuxième séance du séminaire co-organisé par le GERM et l'IRMC. Intervention de Habib EL MALKI.  
Coordination :  
GERM  
8 rue Al Moutannabi  
Agdal  
Rabat  
Tél : (7) 67 47 39  
Fax : (7) 67 47 40  
IRMC  
1 rue d'Annaba  
Rabat  
Tél : (7) 76 96 40  
Fax : (7) 76 14 75
- 9-10 décembre EXETER**  
**The Relationship between Democratisation and Economic Liberalisation, Seminar III.**  
Séminaire organisé par le Département d'Etudes politiques d'Exeter (Grande-Bretagne).  
Coordination :  
Dr. Tim Niblock  
Department of Politics  
University of Exeter  
Exeter EX4 4RJ  
Fax : (0392) 263 305

**9-10 décembre PARIS**  
**Le sociologue et les catégories du social.**

Journées annuelles de la Société Française de Sociologie.

Coordination :  
IRESCO  
59, 61 rue Pouchet  
75017 Paris  
Tél : 40 25 10 25  
Fax : 42 28 95 44

**10-11 décembre CAGLIARI**  
**Migrations et coopération.**

Quinzième séminaire pour la coopération méditerranéenne co-organisé par l'Istituto di studi e Programmi per il Mediterraneo (ISPROM) et la Région Autonome de la Sardaigne.

Coordination :  
ISPROM  
Nuovo Grattaciolo  
Casella Postale 81  
07100 Sassari  
Tél : (079) 23 73 64  
Fax : (079) 20 00 83

**15 décembre CARTHAGE**  
**L'économie politique, science sociale "particulière"?**

Troisième séance du séminaire "Savoirs en usage, savoirs en partage" co-organisé par Beit el-Hikma et l'IRMC. Intervention de Mohamed BEN ROMDHANE.

Coordination :  
Beit el-Hikma  
25 avenue de la République  
Carthage Hannibal  
Tél : 277 275  
IRMC - Tunis  
Tél : 796 722

**16-17 décembre PLOUFRAGAN**  
**Connaissance du monde arabe : la pédagogie interculturelle.**

Colloque organisé par l'Ecole Régionale pour les Etudes Educatives et Sociales (EREES) de Saint Brieuc.

Coordination :  
EREES  
12 rue Vau Meno  
B.P. 7008  
22070 Saint Brieuc CEDEX 3  
Tél : 96 78 76 08

**16-18 décembre SFAX**  
**Mobilité en Tunisie, migrations et mutations sociales.**

Colloque co-organisé par l'Université de Tunis I et le Laboratoire Tiers-Monde-Afrique de Paris VII.

Coordination :  
M. Fakhfakh  
Université de Tunis I  
Département de Géographie  
Bd. du 9 avril 1938  
1007 Tunis  
Tél : 260 389  
Tél : 260 840  
C. Chanson-Jabeur (Laboratoire Tiers-Monde-Afrique), Université Paris VII.  
Tél : (1) 44 27 47 01  
Fax : (1) 44 27 79 87

**17-18 décembre CARTHAGE**

Rencontre scientifique autour de l'oeuvre de Mohamed ARKOUN, co-organisée par Beit el-Hikma et la Société Orient Occident (OROC).

Coordination :  
Hamadl Redissi  
OROC  
B.P. 10  
2070 La Marsa  
Tél : 272 955

**29 décembre VENISE**  
**L'urbanisme médiéval au Maghreb.**

Conférence de Marianne Barrucand (Université de Paris I - Sorbonne), organisée par l'Istituto Universitario di Architettura, Venise.

Coordination :  
Prof. Ennio Conclna  
Istituto Universitario di Architettura - Venezia  
Palazzo Badoer - S. Polo 2554  
30125 Venezia - (Italia)  
Fax : (041) 71 90 44

**5 janvier RABAT**  
**Savoir économique et modernité**

Troisième séance du séminaire co-organisé par le GERM et l'IRMC. Intervention de Hassan ZAOUAL : La sitologie : vers une science interculturelle des pratiques économiques.

Coordination :  
GERM  
8 rue Al Moutannabi  
Agdal  
Rabat  
Tél : (7) 67 47 39  
Fax : (7) 67 47 40

IRMC  
1 rue d'Annaba  
Rabat  
Tél : (7) 76 96 40  
Fax : (7) 76 14 75

**7-8 janvier LYON**  
**Parole publique, espaces publics.**

Table ronde présentée par l'Institut de Recherche sur le Monde Arabe Contemporain (IRMAC), en collaboration avec le Groupe de Recherche et d'Etudes sur le Moyen-Orient (GREMO).

Coordination :  
IRMAC  
Maison de l'Orient méditerranéen  
7, rue Paulin  
69007 Lyon  
Tél : 78 72 02 53

**19 janvier CARTHAGE**  
**L'économiste et le dilemme du savoir et de l'expertise.**

Quatrième séance du séminaire "savoirs en usage, savoirs en partage" co-organisé par Beit-el-Hikma et l'IRMC. Intervention de Mondher GARGOURI.

Coordination :  
Beit-el-Hikma  
25 avenue de la République  
Carthage Hannibal  
Tél : 277 275  
IRMC - Tunis  
Tél : 796 722

**19-20 janvier TOURS**

**Fabrication de la ville coloniale.**

Conférence de Mercédès Volait, CNRS-URBAMA.

Contact :

URBAMA

23, rue de la Loire

B. P. 2221

37021 Tours

Tél : 47 36 84 69

Fax : 47 36 84 71

**3 février RABAT**

**Savoir économique et modernité.**

Quatrième séance du séminaire co-organisé par le GERM et l'IRMC. Intervention de Abdallah SAAF. L'étude des politiques publiques au Maroc.

Coordination :

GERM

8 rue Al Moutannabi

Agdal

Tél : (7) 67 47 39

Fax : (7) 67 47 40

IRMC

1 rue d'Annaba

Rabat

Tél : (7) 76 96 40

Fax : (7) 76 14 75

**7-9 février ZARAGOZA**

**Aspects économiques de l'environnement et de l'utilisation du sol dans le Bassin méditerranéen.**

Trente-quatrième séminaire du European Association of Agricultural Economists (EAAE).

Coordination :

Dr. Luis Miguel Albisu

c/o Instituto Agronomico Mediterraneo de Zaragoza

Apartado 202

50080 Zaragoza

Tél : (976) 57 60 13

**21-24 février ZARZIS**

**Les vecteurs de diffusion de la modernité dans le monde arabe et musulman.**

Colloque organisé par l'institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM).

Coordination :

Noureddine SRAIEB

IREMAM

5 Av. Pasteur

13617 Aix-en-Provence

Tél : 42 21 59 88

Fax : 42 21 52 75

**23 février CARTHAGE**

**L'espace du géographe.**

Cinquième séance du séminaire "Savoirs en usage, savoirs en partage" co-organisé par Beïf-el-Hikma et l'IRMC.

Intervention de Pierre SIGNOLES.

Coordination :

Beïf-el-Hikma

25 avenue de la République

Carthage Hannibal

Tél : 277 275

IRMC - Tunis

Tél : 796 722

**1er mars RABAT**

**Savoir économique et modernité.**

Cinquième séance du séminaire co-organisé par le GERM et l'IRMC. Intervention de Driss BEN ALI. Politiques économiques au Maghreb et modernité.

Coordination :

GERM

8 rue Al Moutannabi

Agdal

Tél : (7) 67 47 39

Fax : (7) 67 47 40

IRMC

1 rue d'Annaba

Rabat

Tél : (7) 76 96 40

Fax : (7) 76 14 75

**14-16 mars SFAX**

**Développement et environnement au Maghreb.**

Colloque organisé par le département de géographie de la Faculté des Lettres et Sciences humaines en collaboration avec l'Association des Géographes tunisiens.

Coordination :

Association des Géographes Tunisiens

42 rue de la Liberté

Le Bardo

2000 Tunis

Tél : 261 189 / 262 963

**16-19 mars MARRAKECH**

**Développement agricole et auto-suffisance alimentaire dans les pays du Maghreb.**

Colloque organisé par l'Université d'hiver de Marrakech.

Coordination :

Université Cadi Ayyad

Boite Postale S 17

Quartier Amerchich

Marrakech

Fax : (4) 43 44 94

**SEMINAIRE ANNUEL  
DE RECHERCHE  
Carthage**      **SAVOIRS EN USAGE, SAVOIRS EN PARTAGE**

**Deuxième séance**  
17 novembre 1993

**Yâdh BEN ACHOUR**

Doyen de la faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis

**Savoir juridique et raisonnement sociologique :  
la part du droit dans l'interprétation des faits**

Partagé en domaines d'application autant qu'en écoles ou tendances, le savoir juridique supporte de multiples critiques dont la moindre n'est pas qu'il ne serait qu'un reflet ou qu'un écran des rapports sociaux réels. Périodiquement mis en cause quant à ses capacités heuristiques, il a néanmoins produit plusieurs réactions de prise en compte du fait dans l'interprétation des normes juridiques.

Ramené à de simples dimensions pratique et exégétique, le droit est, par nature même, interprétation des normes positives ou abstraites.

Mais, davantage que les critiques externes du droit, ce sont ses limitations intrinsèques qu'il convient de rappeler et en particulier celles tenant à la rupture radicale des mondes de la norme et du fait : le droit, par postulat, se tient en deçà du fait et revendique, en même temps qu'il la vit, une étendue universelle dont la perpétuelle exégèse est la manifestation concrète et quotidienne.

C'est seulement si l'on néglige la diversité constitutive du droit et la multiplicité de ses figures que l'on minore la contribution du droit à la constitution, l'énonciation et la cohérence du fait social.

Mais parce que, agissant ou non, le droit est lui-même langage, signe, fait empirique, révélateur de l'ordre et des aspirations sociales, institution et nouage du biologique, du collectif et de l'inconscient, et encore, instrument de réforme et de changement, la part du droit dans la constitution et la fragmentation du temps social n'est ni réductible ni contestable.

(notes de séance)

**Troisième séance**  
15 décembre 1993

**Mahmoud BEN ROMDHANE**

Professeur à la Faculté de Sciences Economiques et de Gestion de Tunis, vice-président du Conseil pour le Développement de la Recherche Economique et Sociale en Afrique (CODESTRIA) - DAKAR

**L'économie politique, science sociale "particulière" ?**

Agrégé de sciences économiques, Mahmoud BEN ROMDHANE enseigne la macro économie. Ses publications portent notamment sur les problèmes de l'agriculture et de l'industrialisation au Maghreb.

**Quatrième séance**  
19 janvier 1994

**Mondher GARGOURI**

Professeur à la Faculté des Sciences Juridiques et de Gestion de Tunis, Directeur de l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises

**L'économiste et le dilemme du savoir et de l'expertise**

**C N R S**

A l'occasion de sa venue à Tunis, dans le cadre du Centenaire de l'Institut Pasteur, **François KOURILSKY**, Directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) a visité les installations de l'IRMC-Tunis, rencontré les membres des équipes de recherche et de documentation et pris connaissance des activités et programmes de l'institut.

**SÉMINAIRE ANNUEL  
DE RECHERCHE  
IRMC - GERM  
Rabat**

**SAVOIR ECONOMIQUE ET MODERNITÉ.**

Le Groupement d'Etudes et de Recherches sur la Méditerranée (GERM) et l'institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain organisent conjointement, en 1993-1994 à Rabat, un séminaire périodique de recherche.  
Ce séminaire, dont les séances se tiennent alternativement dans les locaux du GERM et de l'IRMC, a retenu pour thématique et intitulé : *Savoir économique et modernité.*

Ouvert aux économistes et aux spécialistes des autres disciplines des sciences sociales, il se donne pour propos de contribuer à une réflexion sur les délimitations, les spécifications et les formes de renouvellement des savoirs économiques en tant que composants de la culture moderne.

**ARGUMENTS**

Alors que l'économie de marché paraît s'imposer comme le cadre "naturel" de référence et d'action des agents politiques et sociaux, les approches économiques, gestionnaires ou savantes, sont appelées, non seulement, à questionner les relations nouvelles du marché et de l'Etat, mais encore, à intégrer le non-économique et le qualitatif dans leur corpus théorique.

Prises entre responsabilités pratiques et enjeux théoriques, la progression des sciences économiques passe par leur re-socialisation, voire par leur re-politisation, autrement dit par une confrontation et une ouverture aux rationalités et aux interrogations des différentes sciences humaines.

**CALENDRIER**

4ème trimestre 1993 et du 1er trimestre 1994

Le séminaire a ouvert ses travaux par une séance de présentation le 3 novembre 1993.

9 décembre

**Habib EL MALKI**

Professeur à l'Université Mohamed V de Rabat  
**Savoir économique et modernité**

5 janvier

**Hassan ZAQUAL**

Professeur à l'Université des Sciences et Techniques de Lille  
**La sitologie : vers une science interculturelle des pratiques économiques**

3 février

**Abdellah SAAF**

Professeur à l'Université Mohamed V de Rabat  
**L'étude des politiques publiques au Maroc**

1er mars

**Driss BEN ALI**

Professeur à l'Université Mohamed V de Rabat  
**Politiques économiques au Maghreb et Modernité**

Le calendrier des séances suivantes sera communiqué ultérieurement par les organisateurs.

**REUNION DE  
RECHERCHE  
29 ET 30 OCTOBRE  
IRMC - RABAT**

**Yves WINKIN**

**L'ethnographie de la communication**

Dans le prolongement de l'Ecole de Chicago et en retraçant le développement de l'étude des interactions, Yves WINKIN de l'Université de Liège, responsable du programme *Anthropologie de la communication*, a évoqué son propre parcours intellectuel et s'est efforcé de faire "oublier" la sociologie livresque au profit d'une observation minutieuse et "neuve" des interactions concrètes.

Les espaces de prédilection pour l'étude des communications interpersonnelles sont le plus souvent des lieux délimités. La notation détaillée des décors, des manières d'utiliser le corps, des styles de vêtement ou du placement de la voix, fait partie de l'étude ; si la communication est un tout, il est donc impossible de parler des communications "verbales" et "non-verbales". Partant, l'ethnographe est appelé à prendre en compte le ton des couleurs aussi bien que celui des voix, à ne pas produire des "représentations moyennes", mais à dévoiler certaines régularités sociales. La présentation de la recherche en cours de Yves WINKIN, sur les relations entre les guides et les touristes au Maroc, a illustré l'approche préconisée par l'exposé préliminaire général. Celui-ci a été accompagné d'une comparaison sur le hammam en Belgique et au Maroc par Geneviève BUIDIN, étudiante à Liège.

Cette réunion se veut le premier temps d'un programme de recherche sur les techniques de communication et les pratiques culturelles, en collaboration avec d'autres chercheurs maghrébins et européens.

## S O M M A I R E

POSITIONS DE RECHERCHE	3
CONFRERIES RELIGIEUSES, SAINTETE ET RELIGION EN GRANDE KABYLIE. ELEMENTS DE BILAN D'UNE RECHERCHE SUR UN SIECLE (1850-1950) Brahim SALHI	
MEMOIRES	8
LE REFLET DE LA MEMOIRE. <i>Une approche de l'image de l'immigré maghrébin.</i> Jean-Pierre CASSARINO	
VIENT DE PARAITRE	12
REVUES	18
ESPACES DE RECHERCHE	22
CALENDRIER SCIENTIFIQUE	23
ACTIVITES DE L'IRMC	30

## المحتويات

3	مواقف بحث : الطرق الدينية، القداسة والدين في منطقة القبائل الكبرى. عناصر لحصيلة بحوث على مدى قرن (1850-1950). إبراهيم الصالحي
8	رسالة جامعية : إنعكاس الذاكرة، مقارنة لصورة المهاجر المغاربي. جان بيار كسرينو
12	آخر ما صدر
19	المجلات
22	البرنامج العلمية
23	فضاءات البحث
30	نشاطات معهد البحوث المغاربية المعاصرة

## Correspondances

Institut de Recherche  
sur le Maghreb Contemporain  
20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville  
1002 Tunis  
Téléphone : (1) 796-722  
Fax : (1) 797-376  
Télex : 18080 IRMC